

DÉMYSTIFIER LE FINANCEMENT DU DÉVELOPPEMENT

L'impact des banques publiques
de développement sur les populations
et la planète



DÉMYSTIFIER LE FINANCEMENT DU DÉVELOPPEMENT
L'IMPACT DES BANQUES PUBLIQUES DE DÉVELOPPEMENT SUR LES POPULATIONS ET LA PLANÈTE

Coalition pour les droits humains dans le développement, septembre 2023

Ce rapport a été rédigé collectivement par les membres et les partenaires de la Coalition pour les droits humains dans le développement.

Cette publication est sous licence CC-BY-SA - Attribution-ShareAlike creative commons. Le texte peut être utilisé gratuitement à des fins de plaidoyer, de campagne, d'éducation et de recherche, à condition que la source soit citée dans son intégralité. Ce rapport est conçu comme un document vivant : l'ensemble ou une partie du matériel peut être dupliqué, modifié, traduit ou adapté pour soutenir votre travail de plaidoyer collectif, mais nous vous demandons de bien vouloir mentionner la source, de ne pas utiliser le matériel à des fins commerciales et de nous tenir informés de la manière dont vous avez l'intention de modifier et d'utiliser ce rapport.

Pour plus d'informations:
rightsindevelopment.org/pdbs/?lang=fr
contact@rightsindevelopment.org

TABLE DES MATIÈRES

ACRONYMES	5
RÉSUMÉ EXÉCUTIF	6
A PROPOS DE CE RAPPORT	7
QU'EST-CE QU'UNE BANQUE PUBLIQUE DE DÉVELOPPEMENT ?	8
QUELLE EST L'IMPORTANCE DES BPD ?	12
HISTOIRE ET MOTIVATIONS DES BPD	14
<i>COOPÉRATION ACCRUE POUR PROMOUVOIR UNE CROISSANCE ÉCONOMIQUE FONDÉE SUR LE MARCHÉ</i>	14
<i>LES BPD, ACTRICES ET ESPACES GÉOPOLITIQUES</i>	15
TENDANCES EN MATIÈRE D'INVESTISSEMENT	16
<i>INFRASTRUCTURE</i>	16
<i>ÉNERGIE ET CLIMAT</i>	17
<i>NUMÉRISATION</i>	21
<i>RÉPONSE À LA PANDÉMIE ET REPRISE</i>	22
<i>PRÊTS À DES FINS DE POLITIQUES</i>	22
ACCROISSEMENT DE LA PRIVATISATION ET DE LA FINANCIARISATION	23
<i>LE SECTEUR PRIVÉ D'ABORD</i>	23
<i>PARTENARIATS PUBLIC-PRIVÉ (PPP)</i>	25
<i>FINANCIARISATION</i>	26
<i>INTERMÉDIAIRES FINANCIERS (IF)</i>	27
GARANTIES ET POLITIQUES DE RESPONSABILITÉ DES BPD : POINTS FORTS ET LIMITES	28
POINTS FORTS	28
<i>PROTECTIONS ENVIRONNEMENTALES ET SOCIALES</i>	28
<i>TRANSPARENCE ET PARTICIPATION</i>	29
<i>RESPONSABILITÉ</i>	29

LIMITES	30
UNE GRANDE PARTIE DES TRAVAUX DES BPD EST EXCLUE DES MESURES DE SAUVEGARDE	30
FAIBLE MISE EN ŒUVRE DES GARANTIES	30
LES RECOURS RESTENT RARES	31
LACUNES EN MATIÈRE DE RESPONSABILITÉ	31
DE NOMBREUSES BPD RESTENT ASSEZ OPAQUES	31
LES GARANTIES NE REMPLACENT PAS LE DROIT INTERNATIONAL EN MATIÈRE DE DROITS HUMAINS	32
ÉTABLISSEMENT DE NORMES : L'IMPACT SYSTÉMIQUE DES BPD SUR LES POLITIQUES ET LES PRATIQUES	33
ÉTABLISSEMENT DE NORMES AU NIVEAU MONDIAL	33
FAÇONNEMENT DES POLITIQUES ET DES PRATIQUES NATIONALES	35
INFLUENCE DES PERSONNES ET FAÇONNEMENT DE LA CULTURE GOUVERNEMENTALE	35
SERVICES DE CONSEIL ET ASSISTANCE TECHNIQUE	35
RÉFORME POLITIQUE	35
EFFET DE DÉMONSTRATION	36
FAÇONNEMENT DE LA POLITIQUE ET DES PRATIQUES DU SECTEUR PRIVÉ	37
NUIRE AUX COMMUNAUTÉS, PAYS ET À LA PLANÈTE EN PÂTISSENT	38
ALIMENTATION DES REPRÉSAILLES ET DES VIOLATIONS DES DROITS	38
POLLUTION ET DÉGRADATION DE L'ENVIRONNEMENT	39
AUGMENTATION DU FARDEAU DE LA DETTE	40
CONCLUSION	40
REMARQUE SUR LA MÉTHODOLOGIE	41
BOÎTES À OUTILS ET RESSOURCES SUR LES BPD	42
GLOSSAIRE	43

ACRONYMES

ACE	Agence de crédit à l'exportation
ANASE	Association des nations de l'Asie du Sud-Est
BAD	Banque asiatique de développement
BAfD	Banque africaine de développement
BAII	Banque asiatique d'investissement pour les infrastructures
BCIE	Banque centraméricaine d'intégration économique
BERD	Banque européenne pour la reconstruction et le développement
BEI	Banque européenne d'investissement
BID	Banque interaméricaine de développement
BMD	Banque multilatérale de développement
BPD	Banques publiques de développement
BRICS	Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud
CCNUCC	Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques
CDB	Banque de développement de Chine
CLPE	Consentement libre, préalable et éclairé
CPF	Cadre de partenariat national
ESG	Environnement, société et gouvernance
FMI	Fonds monétaire international
FMO	Banque néerlandaise de développement de l'entreprise
GCF	Fonds vert pour le climat
IF	Intermédiaire financier
ISR	Investissement socialement responsable
NBD	Nouvelle banque de développement
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
ODD	Objectifs de développement durable
ONU	Organisation des Nations Unies
PPP	Partenariat public-privé
SFI	Société financière internationale

RÉSUMÉ EXÉCUTIF

Les **banques publiques de développement** (BPD) font partie des acteurs les plus puissants de l'économie mondiale. Les fonds qu'elles mobilisent et leurs priorités politiques peuvent influencer - directement ou indirectement - toutes nos vies et le bien-être de notre planète. Les BPD financent des projets, fournissent un soutien budgétaire général et des prêts aux gouvernements et aux entreprises, encouragent les réformes politiques, fixent des normes mondiales et servent d'outils géopolitiques aux gouvernements qui les possèdent. Leur influence considérable leur permet d'agir comme des gouvernements fantômes au sein de l'architecture financière mondiale et dans les pays et régions du Sud.

Depuis la création de la Banque mondiale en 1944, le nombre de ces institutions et le rôle qu'elles jouent ont connu une croissance exponentielle. Ces dernières années, surtout après la pandémie de Covid-19, les BPD ont plaidé en faveur d'un rôle encore plus important et d'une augmentation des fonds pour répondre à la crise climatique et prévenir de futures pandémies.

Mais leur discours correspond-il à la réalité sur le terrain ? Les BPD s'attaquent-elles réellement aux causes profondes de la polycrise actuelle, font-elles progresser le développement durable et luttent-elles contre la pauvreté, les inégalités et le changement climatique ?

Cette analyse collective identifie certains des principaux défis de l'approche actuelle du développement mise en avant par les BPD dans leurs projets, leurs politiques et leurs pratiques. À travers des études de cas et une vue d'ensemble des principales tendances en matière de financement public du développement, elle montre comment, bien trop souvent, les BPD finissent par exacerber la polycrise au lieu de s'attaquer à ses causes profondes. Certains effets des investissements des BPD, tels que les impacts sociaux et environnementaux de leurs mégaprojets, sont plus visibles. D'autres, comme la privatisation des services sociaux ou l'endettement croissant des pays du Sud, peuvent rester plus cachés. Quoi qu'il en soit, l'analyse de ces impacts montre comment les BPD sapent les voies et les priorités de développement des peuples, des communautés et des pays du Sud, en renforçant les déséquilibres de pouvoir et une approche descendante du développement.

Comme expliqué dans la section sur la méthodologie, ce document a été produit en collaboration et en consultation avec des organisations et des activistes travaillant dans le monde entier sur différents thèmes, des droits humains à la dette en passant par le changement climatique. Il ne s'agit pas d'une analyse approfondie, mais plutôt d'une vue d'ensemble des BPD, des tendances clés de leurs investissements et de leurs priorités, et de certains des impacts les plus critiques qu'ils provoquent ou auxquels ils contribuent.



Journée d'action des OSC lors des réunions session printemps de la Banque Mondiale à Washington, 2023.
Crédit : Sustentarse

A PROPOS DE CE RAPPORT

Malgré le rôle clé qu'elles jouent et l'importance de leur impact, peu de gens savent ce que sont les banques de développement. Cette analyse élaborée collectivement a pour but de créer une base de données partagée et une compréhension pour les communautés, les mouvements, les défenseur/euse.s des droits humains, les organisations de la société civile (OSC) et d'autres alliés sur ce que sont les banques publiques de développement (BPD) et comment elles ont un impact sur le monde. Au cours de la construction d'un discours de la société civile sur les impacts et les actions des BPD, le document remet également en question leur récit sur ce qu'elles prétendent être.

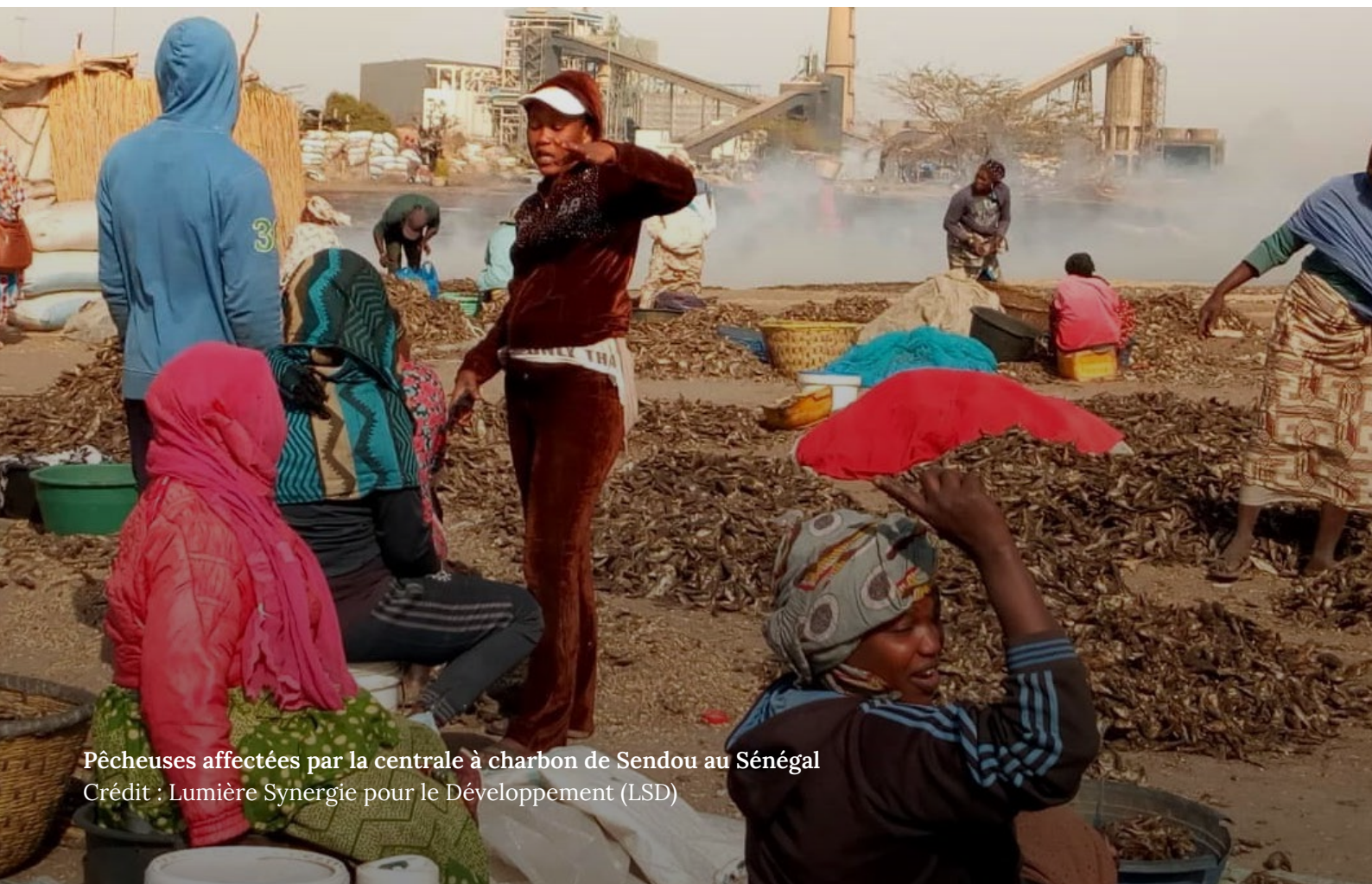
Le rapport commence par un bref aperçu de ce que sont les BPD, de leur histoire, de leur importance, de leurs motivations sous-jacentes et des tendances de leurs investissements. Il examine ensuite leurs **garanties** environnementales et sociales et leur cadre de responsabilité, y compris leurs points forts et leurs limites. Enfin, il se penche sur les impacts visibles et cachés des activités soutenues par les BPD.

La plupart des exemples présentés dans ce rapport proviennent des grandes BPD multilatérales,

comme la Banque mondiale, et des banques multilatérales régionales, comme la Banque asiatique de développement (BAD). Nous nous intéressons également aux BPD nationales - notamment de Chine et d'Europe - qui accordent des prêts internationaux, et notamment les agences nationales de crédit à l'exportation.

Toutefois, nous n'accordons que très peu d'attention à l'impact des BPD nationales qui accordent des prêts nationaux dans leur propre pays, car les contributeur.rice.s de ce rapport sont plus compétent.e.s en matière d'investissements internationaux. Nous n'abordons pas non plus les impacts différenciés des BPD dans les différentes régions et les différents pays.

Toute généralisation dans le rapport doit être lue en tenant compte du fait que les BPD sont extrêmement diversifiées en termes de structures et d'activités. Comme il s'agit d'un document évolutif, nous invitons nos lecteur.rice.s à nous faire part de leurs conseils et de leurs critiques afin d'élaborer de futures analyses sur ces impacts et tendances différenciés, y compris aux niveaux national et régional.



Pêcheuses affectées par la centrale à charbon de Sendou au Sénégal
Crédit : Lumière Synergie pour le Développement (LSD)

QU'EST-CE QU'UNE BANQUE PUBLIQUE DE DÉVELOPPEMENT ?

Le paysage des banques publiques de développement (BPD) est complexe et varié. Il n'existe pas de définition universellement acceptée de ce que sont les BPD, ni des institutions qu'elles englobent, mais elles partagent en général quelques caractéristiques clés:

- Les BPD sont détenues et gérées (au moins en partie) par un ou plusieurs gouvernements;
- Elles s'efforcent de canaliser les ressources publiques vers le secteur public, les entreprises et parfois les particuliers ou les organisations non gouvernementales;
- Elles ont recours à différents moyens de financement, notamment des subventions, des prêts, des crédits, des garanties, des fonds propres et des investissements indirects par l'intermédiaire d'autres institutions financières;
- Elles agissent en soutien d'une mission d'intérêt public. Contrairement aux banques commerciales, qui opèrent pour maximiser leurs profits, l'objectif déclaré des BPD est de servir le bien public en soutenant les infrastructures, les secteurs économiques ou les activités que le secteur privé ne veut pas ou ne peut pas soutenir par ses propres moyens.

Résistance pacifique de la microrégion Ixquisis, au Guatemala
Crédit : Front Line Defenders (FLD)



LES BPD PEUVENT AVOIR DES CARACTÉRISTIQUES DIFFÉRENTES:

MANDATS



Agriculture

ex. La Banque Thaïlandaise pour l'Agriculture et les Coopératives Agricoles (BACA)

Climat

ex. Le Fonds Vert pour le Climat (FVC)

Soutien à l'exportation/l'importation

ex. La Banque d'Exportation et d'Importation de Chine (BEI)

Secteur privé

ex. Société Financière Internationale (SFI)

Infrastructure

ex. Banque Asiatique d'Investissement pour les Infrastructures (BAII)

Logement

ex. Agence Japonaise de Financement du Logement (AJFL)

Réduction de la pauvreté

ex. Association Internationale de Développement (AID)

STRUCTURE DE PROPRIÉTÉ

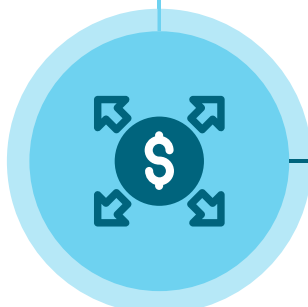
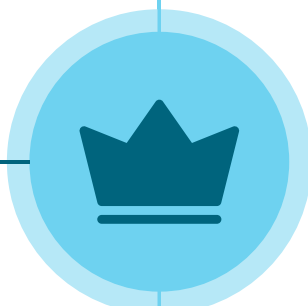
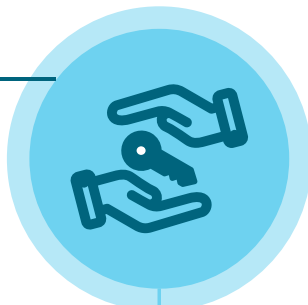


Multilatéral

ex. Banque Européenne pour la Reconstruction et le Développement (BERD)

Bilatéral

ex. Agence Française de Développement (AFD)



GÉOGRAPHIES



Mondial

ex. Banque Mondiale (BM)

Régional

ex. Banque Africaine de Développement (BAfD), Banque Asiatique de Développement (BAD), Banque Interaméricaine de Développement (BIAD)

National

ex. Banque Nationale de Développement du Brésil (BNDB)

Infranational

ex. Banque de l'État de Pará (BEP)

MODES DE FINANCEMENT



Prêts (la dette doit être remboursée)

Subventions/aides

(aucun remboursement n'est exigé)

Assurances/garanties

(protection contre les pertes)

Assistance technique

(conseils / formation)

Investissements en capital

(parts de propriété)

Bien qu'il ne s'agisse pas de BPD, l'univers du financement public du développement comprend également :

- Le Fonds monétaire international
- Les agences d'aide (telles que l'Agence des États-Unis pour le développement international - USAID et l'Agence chinoise de coopération internationale au développement - CIDCA)
- Les agences ou programmes de développement intergouvernementaux (tels que le Programme des Nations unies pour le développement)

MANDATS. Les mandats des BPD sont ancrés autour de la transformation sociale et économique, et ils peuvent être étroits (par exemple, soutenir les questions relatives au logement ou au développement agricole) ou plus généraux (comme la reconstruction d'après-guerre, la réduction de la pauvreté, la mobilisation des ressources du secteur privé ou l'intégration régionale). Aujourd'hui, de nombreuses BPD ont des mandats qui incluent la réalisation des **Objectifs de développement durable** (ODD) et, de plus en plus, **l'Accord de Paris sur le climat**.

Les mandats peuvent également se refléter dans leurs noms. La Banque asiatique d'investissement dans les infrastructures (BAII) se concentre sur les infrastructures, tandis que le Fonds vert pour le climat se concentre sur le climat. De même, les BPD axées sur le soutien aux entreprises de leur pays en matière de commerce et d'investissement international peuvent être appelées agences de crédit à l'exportation ou banques d'import-export.

Le mandat des BPD peut également être limité par leur champ d'action géographique, qui peut être infranational, national, régional, international ou une combinaison de différents niveaux. Par exemple, la Banque interaméricaine de développement (BID) n'investit qu'en Amérique latine et dans les Caraïbes. Certaines BPD se concentrent sur le secteur public, d'autres sur le secteur privé, et d'autres sur les deux secteurs. De même, certains réservent le terme "banque de développement" aux seuls prêteurs aux gouvernements et désignent les institutions qui investissent dans le secteur privé comme des "institutions de financement du développement" (IFD); d'autres, en revanche, utilisent ces termes de manière interchangeable.

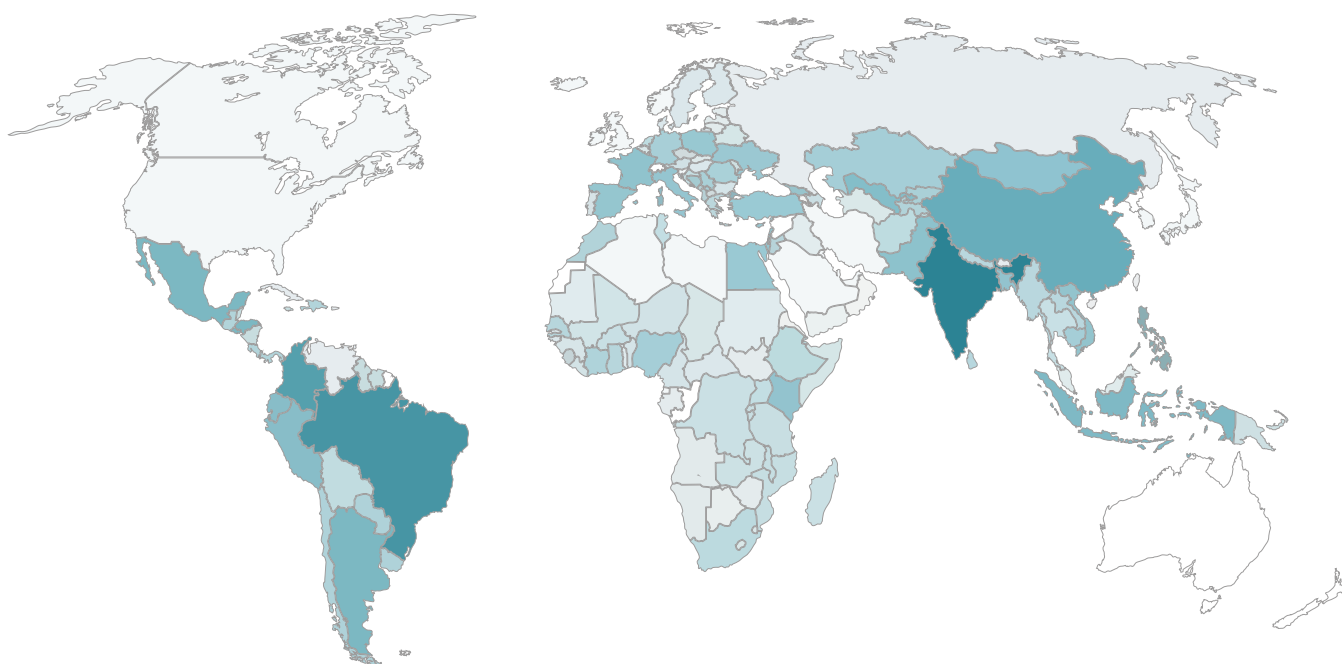
GOVERNANCE. Les BPD peuvent être gouvernées par un seul gouvernement national ou infranational, ou multilatéralement par plusieurs gouvernements. Les décisions importantes, telles que l'approbation des stratégies et des politiques, sont prises par les actionnaires gouvernementaux. Au sein des gouvernements, les BPD relèvent généralement de la compétence des ministères des finances, du commerce ou des affaires extérieures, dont les membres nommés agissent en tant que directeur.rice.s ou gouverneur.euse.s des BPD. En règle générale, une BPD détenue par deux pays ou plus est appelée banque multilatérale de développement (BMD). Les BPD appartenant à un seul pays sont appelées banques de développement "nationales" si elles investissent uniquement dans leur propre pays, ou banques de développement "bilatérales" si elles investissent en dehors du pays qui les possède.

SOUTIEN FINANCIER. Les BPD fournissent différents types de soutien financier par le biais de subventions, de prêts, de crédits, de garanties, d'assurances sur les investissements, de **fonds propres**, d'intermédiaires financiers et d'autres outils d'investissement. De plus en plus, le financement du développement fait appel à une combinaison diversifiée de sources, appelée **financement mixte**, impliquant notamment les BPD, les investisseurs privés et les investisseurs institutionnels. Outre le soutien financier, certains organismes de financement du développement offrent également une assistance technique aux gouvernements et élaborent des réformes politiques.

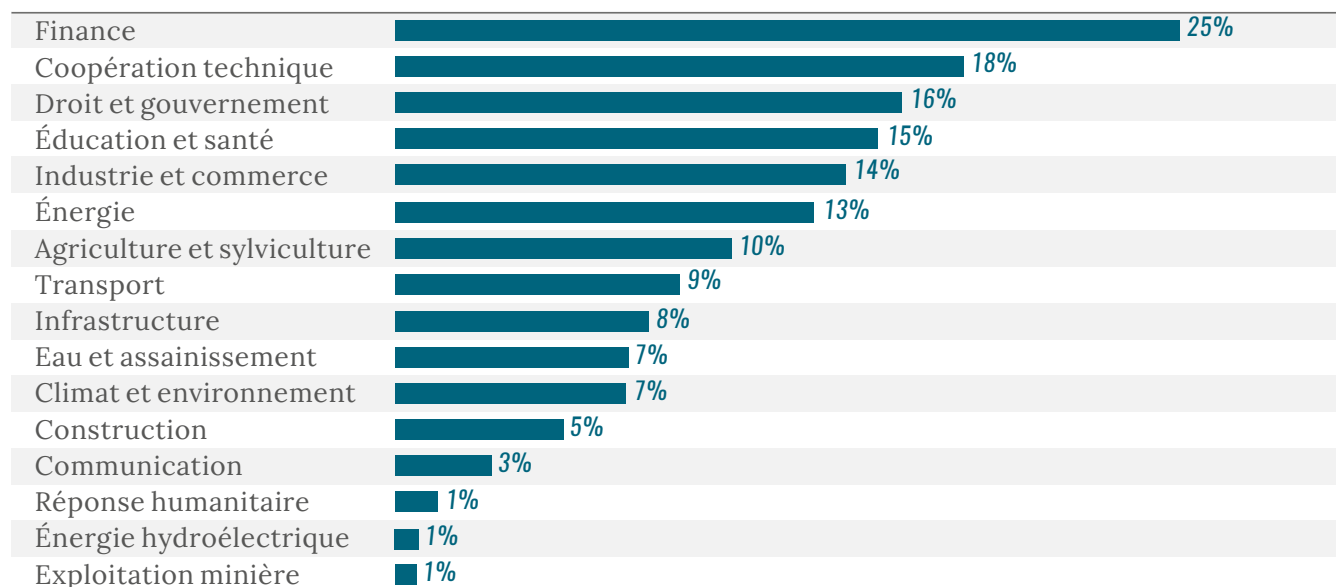
SECTEURS. - Il existe peu de données sur les investissements des BPD, en raison d'un manque généralisé de transparence, en particulier lorsque les projets sont soutenus par d'autres institutions financières (voir la section sur les intermédiaires financiers ci-dessous). Les [statistiques](#)¹ officielles disponibles montrent toutefois que le plus grand pourcentage des financements des BPD est actuellement consacré aux services financiers, à l'administration publique, au commerce, à l'énergie, aux transports et aux infrastructures. Un **pourcentage** nettement inférieur, mais important, est consacré aux investissements dans les secteurs sociaux tels que la santé, l'éducation, le logement, l'eau et l'assainissement, et l'agriculture - des secteurs qui sont tous essentiels à un développement fondé sur les droits.

PAYS AVEC PROJETS

Données sur le financement par 15 BPD clés pour 2018-2022, en date de juillet 2023



NOMBRE DE PROJETS PAR SECTEUR 16,768 PROJETS



SOUHAITEZ-VOUS SUIVRE LES DONNÉES RELATIVES AU FINANCEMENT PAR 15 BPD CLÉS PENDANT 5 ANS (2018-2022)?

Veuillez consulter cette [carte interactive](#) et également cette [interface graphique](#).

Les utilisateurs peuvent filtrer les données par Pays et par Secteur, et voir une liste des projets de développement financés par les 15 banques suivies. Cet outil est développé par l'International Accountability Project (IAP) et partage les informations du [Système d'Alerte Précoce \(EWS\)](#), qui est un système dirigé par la société civile partageant des données sur les projets financés par les BPD avec les communautés et leurs alliés.

QUELLE EST L'IMPORTANCE DES BPD?

1. EN TANT QU' INSTITUTIONS PUBLIQUES, ELLES DOIVENT ÊTRE RESPONSABLE.

Étant donné que les BPD sont principalement détenues et gouvernées par les gouvernements, qu'elles utilisent des ressources publiques et qu'elles sont ostensiblement créées pour répondre à une priorité de politique publique, elles doivent rendre des comptes à leurs actionnaires gouvernementaux et au public. Ces voix de **responsabilité** peuvent offrir des possibilités d'influencer les BPD qui n'existent pas dans le cas des banques commerciales.

2. UN IMPACT SIGNIFICATIF. Les BPD, en bien ou en mal, ont un impact sur la vie des gens dans tous les pays, en particulier dans les pays du Sud. Les incidences les plus visibles des BPD se manifestent à travers les activités qu'elles financent et, dans de nombreux cas, elles sont négatives (incidences sociales et environnementales, violations des droits humains, incidences sexospécifiques ou accroissement de la pauvreté et des inégalités). Les BPD affectent également la vie des populations en influençant fortement les programmes de développement mondiaux et nationaux, en établissant des normes et en promouvant des approches économiques telles que la privatisation.

3. UNE PRÉSENCE IMPORTANTE. Selon un [décompte](#), il existe 527 BPD dans le monde. Elles détiennent 18 700 milliards de dollars d'actifs et réalisent chaque année environ 10 % de l'ensemble des investissements publics et privés dans le monde².

4. UNE PRÉSENCE CROISSANTE . L'univers des BPD se développe rapidement. Certains se sont demandé si les banques multilatérales de développement traditionnelles n'allaient pas perdre de leur pertinence face à la prolifération d'autres bailleurs de fonds. Cependant, après la pandémie, ces institutions connaissent [une croissance sans précédent](#).³ Les BPD se positionnent pour jouer un [rôle clé](#) dans les futures réponses aux situations d'urgence et de crise, ainsi que dans la réalisation des [objectifs de développement durable](#) et des objectifs climatiques.⁴ Certains pays donateurs font transiter une plus grande partie de leurs [budgets d'aide](#) par les BPD plutôt que par les [agences d'aide bilatérale](#).⁵

5. UNE PORTÉE UBIQUISTE . En tant que groupe, les BPD sont impliquées dans tous les secteurs de l'économie mondiale et ont un impact sur un grand

nombre des questions sociales et économiques les plus importantes - des transports à la réforme judiciaire, en passant par les normes agricoles ou la reconstruction d'après-guerre.

6. RESSOURCES ESSENTIELLES. Les BPD fournissent également des [ressources essentielles](#) dans certains pays et secteurs qui n'ont pas d'autres options de financement, notamment pour la santé, l'éducation ou les projets à long terme qui sont perçus comme trop risqués pour le secteur privé. La Banque mondiale, par exemple, est la [principale source](#) de financement externe pour la santé et l'[éducation](#) dans les pays à faible revenu⁶, tandis que la Banque de développement de Chine (CDB) fournit des fonds aux pays qui ne sont pas en mesure d'obtenir des financements auprès d'autres créanciers.⁷

7. SIGNALISATION DE L'APPROBATION. Les BPD jouent également le rôle de gardiens, en signalant leur présence à d'autres investisseurs. Le sceau d'approbation d'une BPD (sous la forme d'investissements, de garanties ou par le biais de classements et d'évaluations) peut être un facteur déterminant dans la capacité d'un gouvernement, d'une entreprise ou d'un projet à attirer les financements nécessaires auprès d'autres sources. Les BPD envoient des signaux particulièrement forts aux investisseurs intéressés par les questions environnementales, sociales et de gouvernance (ESG) et par l'investissement socialement responsable (ISR), qui voient souvent les choix des BPD comme un sceau vert de règles environnementales et sociales plus strictes.

EN RÉSUMÉ, LES BPD SONT PUISSANTES. En tant que groupe, elles exercent un pouvoir et une influence démesurés dans le monde. Outre le financement de projets et de programmes, elles influencent la politique de développement par le biais de l'[assistance technique](#) ou des "[produits de connaissance](#)" qu'elles fournissent et des conditions dont elles assortissent leur aide. En tant que créanciers parmi les plus importants au monde, les BPD s'engagent également dans le renforcement des capacités, utilisent la diplomatie et exercent des pressions pour faire avancer leurs programmes. Leur influence peut être positive ou négative. Cependant, elle a un impact indéniable sur les relations entre les gouvernements, les entreprises et les citoyens.

 ÉTUDE DE CAS


L'INFLUENCE DES INSTITUTIONS FINANCIÈRES INTERNATIONALES AU MOZAMBIQUE

Au Mozambique, les [investissements actuels de la Banque mondiale](#) sont équivalents au budget annuel du pays.⁸ Depuis 1987, lorsque le pays s'est lancé dans son premier "[programme d'ajustement structurel](#)" pour obtenir des prêts du FMI, le Mozambique dépend fortement du financement des institutions financières internationales.

Ce soutien a eu un coût élevé, car ces prêts sont assortis de conditions strictes. Le gouvernement a été contraint d'introduire des réformes pour libéraliser l'économie, privatiser les services publics et déréglementer de nombreux secteurs. Cela a entraîné une augmentation de la pauvreté et des inégalités, l'effondrement de nombreux services publics essentiels et a sapé les processus de développement national, car la Banque mondiale

et le FMI fixent en grande partie l'agenda socio-économique.

La Banque africaine de développement est un autre acteur clé qui [finance](#) l'expansion du secteur du gaz naturel liquéfié (GNL) dans le pays, malgré les inquiétudes concernant [les effets irréparables](#) de cette industrie. Bien que seuls 27% des Mozambicains aient accès à l'électricité, la majeure partie du gaz sera envoyée en Asie et en Europe. En outre, [les projets gaziers](#) ont entraîné des expulsions forcées, la perte des moyens de subsistance, la dévastation de l'environnement, une [militarisation](#) accrue et des [conflits sociaux](#). Par exemple, les [attaques d'insurgés](#) se sont multipliées, alimentées en partie par l'indignation suscitée par la répartition inégale des revenus du gaz.⁹



Femmes vendant de la nourriture dans la rue à Maputo, Mozambique
Crédit : Farah Nabil, Unsplash

HISTOIRE ET MOTIVATIONS DES BPD



Assemblées Annuelles du groupe de la Banque Mondiale en 2022, à Washington
Crédit : Joshua Roberts, Fonds monétaire international (FMI)

COOPÉRATION ACCRUE POUR PROMOUVOIR UNE CROISSANCE ÉCONOMIQUE FONDÉE SUR LE MARCHÉ

L'histoire des BPD est liée à l'émergence des États et de la dette publique.¹⁰ [La première banque nationale de développement connue](#) est la Caisse des Dépôts française, créée en 1816.¹¹ Après la Seconde Guerre mondiale, les nations alliées ont créé la Banque mondiale, première banque publique multilatérale de développement à l'échelle mondiale, afin d'encourager la coopération en matière de développement économique, notamment par le biais de prêts destinés à la construction d'infrastructures. S'en est suivie une vague de création de BMD régionales à la fin des années 1950 et dans les années 1960, notamment la Banque interaméricaine de développement (BID), la Banque africaine de développement (BAfD), la Banque asiatique de développement (BAD) et la Banque européenne d'investissement (BEI). Toutes ces institutions étaient structurées comme des banques dominées par de grands actionnaires occidentaux et destinées à promouvoir une croissance économique fondée sur le marché plutôt qu'une protection sociale universelle.¹²

L'essor de la Chine, en particulier, et d'autres grandes économies émergentes a également entraîné des changements dans le financement du développement. Le financement chinois du développement à grande échelle a offert de nouvelles options internationales à de nombreux États. En outre, en 2014, le groupe des BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud) a créé la Nouvelle banque de développement (NDB). Deux ans plus tard, la Chine a encouragé le lancement de la Banque asiatique d'investissement dans les infrastructures (AIIB), qui est passée depuis de 57 à 106 membres et investit dans le monde entier. Bien que ces banques aient été créées en réponse à la domination occidentale des BMD existantes, elles reproduisent largement la structure existante du [développement capitaliste mondial](#), quoique avec un actionnariat différent.¹³

LES BPD, ACTRICES ET ESPACES GÉOPOLITIQUES

Les BPD sont détenues et contrôlées par des gouvernements, qui les utilisent souvent comme mandataires politiques et géopolitiques. Par conséquent, les BPD sont également des actrices politiques et géopolitiques.

De nombreuses BPD multilatérales jouent le rôle d'institutions normatives. Compte tenu de leur puissance économique, elles exercent souvent une influence géopolitique significative en imposant leurs normes et en façonnant le droit et les politiques, en particulier dans les pays à revenu intermédiaire et à faible revenu. Toutefois, pour diverses raisons évoquées ci-dessous, les BPD ne sont pas des espaces idéaux pour l'établissement de normes et de standards mondiaux.

Les pays donateurs utilisent les BPD pour promouvoir leurs priorités et créer des [opportunités de marché](#) pour leurs propres industries et investisseurs.¹⁴ Par exemple, les prêts de la Banque de développement de Chine (CDB) sont assortis d'une [obligation](#) de recourir à la main-d'œuvre, aux entreprises, aux services et à la technologie de la Chine.¹⁵ La Société financière internationale (SFI) - qui est le volet du Groupe de la Banque mondiale consacré au secteur privé - suit également un schéma asymétrique : plus un pays détient de parts, plus les [prêts de la SFI](#) tendent à bénéficier à ses entreprises.¹⁶ En outre, les BPD sont utilisées pour répondre aux priorités de la politique étrangère. Par exemple, il a été [démonstré](#) que la BEI investissait dans des pays spécifiques pour récompenser les alliés stratégiques de l'Europe ou pour réduire l'immigration.¹⁷

Les BPD les plus importantes - où les actions et les droits de vote sont détenus de manière disproportionnée par des pays riches et puissants - tendent également à renforcer la dynamique du pouvoir mondial et régional, en exacerbant les inégalités structurelles. En promouvant des modèles de développement économique extractivistes et axés sur l'exportation, les BPD contribuent également à creuser le fossé entre les pays du Nord et ceux du Sud et à accentuer le déséquilibre des pouvoirs. Les pays du Sud jouent le rôle d'exportateurs de matières premières et finissent par devenir une zone de sacrifices environnementaux et sociaux, pour répondre aux besoins et au niveau croissant de consommation du Nord.

Cette situation est parfois exacerbée par les structures de gouvernance des BMD, où les circonscriptions du conseil d'administration sont établies de telle sorte qu'un seul représentant peut être amené à parler à des intérêts concurrents provenant de différents pays. Par exemple, à la [Banque mondiale](#), le directeur pour l'Asie-Pacifique représente à la fois l'Australie, un pays riche qui possède de grandes sociétés minières, et la Mongolie, un pays à faible revenu qui possède d'importantes ressources naturelles exploitées par des sociétés australiennes.

Au sein des BPD, les processus de prise de décision peuvent être complexes en raison des différents intérêts en jeu. D'une manière générale, il peut être utile de penser à trois niveaux de prise de décision au sein des BPD : le conseil d'administration ou la structure de gouvernance de la BPD qui définit la stratégie, la direction qui est chargée de superviser la mise en œuvre de la stratégie, et le personnel qui relève de la direction et qui est responsable du travail quotidien de la BPD. Certaines BPD - en particulier celles qui appartiennent à un seul pays - sont politiquement sensibles aux demandes des États actionnaires qui les possèdent et les gouvernent. Dans les BPD multilatérales, cependant, le personnel de direction peut être indépendant des membres du conseil d'administration, qui supervisent la direction de la banque mais ne sont pas nécessairement impliqués dans toutes les décisions opérationnelles. Par exemple, la direction peut agir dans son propre intérêt institutionnel, en donnant la priorité à ce qui permettra à la banque d'obtenir ou de conserver une **notation de crédit** élevée, de vendre plus de prêts ou de générer plus d'activités. Quoi qu'il en soit, comme le soulignent les sections ci-dessous, nombre de ces processus décisionnels se déroulent à huis clos, avec peu d'espace pour la société civile.

La combinaison de ces différents facteurs signifie que la plupart des BPD exercent leur pouvoir géopolitique d'une manière qui ne rend pas compte aux personnes ordinaires touchées par leurs activités.

TENDANCES EN MATIÈRE D'INVESTISSEMENT

Les tendances en matière d'investissement dans le financement du développement sont en constante évolution. Cette section présente une vue d'ensemble de certaines tendances clés en matière d'investissement, notamment l'intérêt accru pour le financement des infrastructures, la croissance du financement

climatique, l'accent mis sur la numérisation et la poussée agressive en faveur de la privatisation et de la **financiarisation**. Elle examine également les facteurs qui favorisent ces tendances et les défis importants qu'elles posent.



Travaux de construction à Bangkok, Thaïlande
Crédit : Etienne Girardet, Unsplash

INFRASTRUCTURE

On a assisté à une prolifération de propositions de mégaprojets d'infrastructure, de BPD axées sur les infrastructures (telles que l'AIIB et la Facilité pour les infrastructures mondiales) et de plans régionaux de connectivité des infrastructures (notamment les nouvelles routes de la soie de la Chine (Belt and Road Initiative), le programme de développement des infrastructures en Afrique, le plan général sur la connectivité de l'ANASE de 2025, le corridor de croissance Asie-Afrique, la coopération économique régionale en Asie centrale de la BAD et le portail mondial de l'Union européenne).

Les projets d'infrastructure à grande échelle (tels que les méga-barrages, les autoroutes transnationales, les nouvelles villes et les ports) sont particulièrement attrayants pour les BPD et les gouvernements emprunteurs, car ils permettent un financement à grand volume. Les infrastructures transnationales

sont également un champ de bataille clé dans la compétition entre la Chine et l'Occident, car elles créent la base physique pour l'augmentation du commerce, l'extraction des ressources naturelles et les liens politiques.¹⁸

Alors que le besoin d'infrastructures est crucial au niveau mondial, ces plans se concentrent souvent sur les mégaprojets demandés par l'industrie et les élites, plutôt que sur les infrastructures nécessaires à l'élimination de la pauvreté et au respect des droits humains, telles que des écoles et des hôpitaux adaptés à la culture ou une production d'énergie distribuée au niveau local.¹⁹ En outre, les grands projets d'infrastructure ont souvent des effets négatifs et irréversibles sur l'environnement et la société, notamment en raison de l'absence de garanties ou de leur mauvaise mise en œuvre.

ÉTUDE DE CAS

LA ROUTE DE L'ADB A MANIPUR CONDUIT À DES EXPULSIONS ET À DES VIOLATIONS DES DROITS HUMAINS

Au Manipur, dans le nord-est de l'Inde, la BAD finance la construction du périphérique d'Imphal. Selon la banque, le projet améliorera la qualité de vie en contribuant au désengorgement de la ville. Toutefois, les communautés autochtones locales ont exprimé plusieurs inquiétudes quant à ce projet.

Au cours de la pandémie de Covid-19, au moins 66 familles ont été expulsées. Le projet menace

de déraciner un village entier et de déplacer plus de 300 personnes. La banque n'a pas obtenu le **consentement libre, préalable et éclairé (CLPE)** des communautés locales et n'a pas organisé de consultations sérieuses. Malgré les menaces et les risques sérieux de représailles, les villageois ont protesté bruyamment et se sont exprimés contre les impacts du projet, qui menace leurs montagnes sacrées, leurs sites historiques, leurs sources d'eau, leurs maisons et leurs moyens de subsistance.²⁰

ÉNERGIE ET CLIMAT

Les pays riches ont toujours manqué à leurs engagements de fournir des fonds pour l'adaptation au changement climatique et l'atténuation de ses effets et, en fait, la plupart de ce qu'ils ont fourni en tant que "**financement climatique**" est un financement de développement reconditionné qui a été transféré à partir d'autres secteurs.²¹ Dans le même temps, les BPD continuent de se positionner pour jouer un rôle plus important dans la réponse mondiale au changement climatique.²²



Manifestation contre l'oléoduc Eacop
Crédit : 350 Africa



LE SAVIEZ-VOUS?

La crise climatique est “une nouvelle opportunité” pour les BPD de gérer plus d’argent. Les grandes BPD multilatérales mettent en œuvre les fonds de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC), tels que le Fonds pour l’environnement mondial et le Fonds vert pour le climat, et administrent les fonds nationaux pour le climat ainsi que leur propre [Fonds d’investissement pour le climat](#) (un fonds multilatéral créé à la demande du G8 et du G20, avec six BMD comme agences de mise en œuvre).²³



Action de plaidoyer des femmes de Jacquerville/Côte d’Ivoire contre le financement de projets d’énergies fossiles par la BAD.
Crédit: LSD.

Plusieurs BPD se sont publiquement désengagées des [combustibles fossiles](#) et ont donné la priorité aux [énergies renouvelables](#).²⁴ Par exemple, en avril 2023, la SFI a annoncé qu’elle n’autoriserait plus ses clients intermédiaires financiers à soutenir de nouveaux projets liés au charbon.²⁵ Par ailleurs, [plusieurs BPD](#) encouragent désormais les [mécanismes de transition énergétique](#).²⁶

Cependant, les BPD promeuvent surtout de “[fausses solutions](#)” pour lutter contre la crise climatique,²⁷ en se concentrant sur des projets et des politiques techniques et axés sur le marché, qui sont à forte intensité de carbone et de ressources, ou qui conduisent à des violations des droits des peuples et

à la dégradation de l’environnement. Elles renforcent généralement la position du secteur privé, contribuent à la marchandisation des écosystèmes et donnent la priorité à la croissance économique et à la génération de profits plutôt qu’aux peuples et à la planète.²⁸

En outre, par rapport aux institutions spécialisées dans le financement du climat, les BPD traditionnelles proposent souvent des prêts assortis de taux d’intérêt relativement élevés. Ces prêts ne tiennent pas compte du fait que ces pays ont peu contribué au changement climatique, qu’ils sont plus vulnérables aux chocs climatiques et qu’ils ont déjà un endettement important.

 ÉTUDE DE CAS

LE MÉCANISME INJUSTE DE TRANSITION ÉNERGÉTIQUE DE LA BAD?

En 2021, la Banque asiatique de développement (BAD) a lancé un mécanisme de transition énergétique (MTE) comme solution axée sur le marché pour accélérer le processus de retrait de l'énergie du charbon des réseaux énergétiques nationaux dans divers pays asiatiques et son remplacement par d'autres sources d'énergie. Dans le cadre de ce mécanisme, la Banque asiatique de développement octroie des [fonds publics aux pollueurs historiques](#) pour qu'ils ferment leurs centrales au charbon ou qu'ils les réaffectent à d'autres combustibles à forte intensité de carbone ou de ressources, tels que la biomasse.²⁹

Ces paiements sont contraires aux principes juridiques internationaux tels que le principe du

“pollueur-payeur”. En outre, les [périodes de retrait](#) sont peu ambitieuses, l'élimination totale devant prendre de 10 à 15 ans.³⁰ Enfin, leur efficacité est discutable, puisque le [MTE](#) n'exige pas des gouvernements ou des entreprises participantes qu'ils arrêtent la construction de nouvelles centrales au charbon.³¹

L'[absence de participation](#) des travailleur.euse.s et des communautés à la prise de décision concernant le MTE est également très préoccupante. Alors que la BAD protège les droits économiques des pollueurs, il est difficile de dire comment [les préjudices passés et présents](#) des centrales au charbon seront traités, et si le MTE fournira des réparations aux communautés affectées.³²

De manière significative, les BPD ne prennent pas non plus les mesures décisives nécessaires pour supprimer rapidement leur soutien aux infrastructures dépendantes des combustibles fossiles.³³ Par exemple, l'AIIB a annoncé qu'elle financerait des projets de gaz naturel liquéfié comme alternative au charbon, présentant cela comme une étape vers la transition énergétique même si le gaz reste un combustible fossile.

En outre, lorsqu'elles financent des énergies renouvelables, les BPD ont tendance à se concentrer sur des **projets à grande échelle** (tels que les **grands barrages**³⁴ et les parcs éoliens ou solaires). Nombre de ces projets sont construits sur les territoires des peuples autochtones et des communautés rurales/traditionnelles, et sont souvent **associés à des conflits** et des représailles.³⁵

En outre, les **BPD** fournissent une **assistance technique et des financements** pour accroître l'extraction de **minéraux** clés considérés comme nécessaires à la transition vers les énergies

renouvelables (notamment le lithium, le nickel, le cuivre et le cobalt).³⁶ Elles utilisent des termes à la mode tels que "**climato-intelligent**" et "**durable**", mais les communautés signalent que l'extraction de ces matériaux a de graves **incidences environnementales et sociales**. Souvent, les projets ne respectent pas les législations environnementales locales ou les normes environnementales internationales, et sont impliqués dans des **attaques** contre les lanceurs d'alertes qui font part de leurs inquiétudes.³⁷

Plutôt que de s'engager dans des conversations sur le droit au développement, le développement mené par les communautés et la nécessité d'une décroissance dans les pays du nord, les BPD se concentrent sur l'augmentation de la production de minerais pour soutenir l'idée fallacieuse d'une croissance économique éternelle au-delà des limites de la planète. Elles proposent des **modèles de développement** extractivistes et axés sur l'exportation, les pays du sud et les territoires autochtones étant réduits à des zones de sacrifice au service de la surconsommation des pays du nord.³⁸



Manifestation contre l'exploitation du Lithium en Argentine
Crédit : Tomas Saraceno

ÉTUDE DE CAS

LA MINE DE LITHIUM SAL DE VIDA EN ARGENTINE

Sal de Vida (SDV)³⁹ est un projet d'extraction de lithium en Argentine, dans le Salar del Hombre Muerto. La SFI soutient le projet en accordant un **prêt direct** de 100 millions de dollars à la société minière Allkem et en mobilisant des banques commerciales à hauteur de 100 millions de dollars supplémentaires.

La SFI a approuvé le projet sur la base d'une évaluation des incidences sur l'environnement (EIE) qui sous-estimait sa zone d'influence et ses incidences sur l'environnement. L'EIE comportait plusieurs erreurs méthodologiques et aucune analyse de l'impact cumulé, alors qu'il existe huit projets dans la région.

De plus, Allkem a des antécédents de violations des droits humains. Le projet est situé dans une zone de conflit social et de criminalisation des dirigeants.e.s locales et locaux, et le processus de consultation a été faible. La communauté autochtone locale, Atacameños del Altiplano, rejette pacifiquement ce projet minier. Pourtant, malgré l'absence de consentement, la SFI soutient SDV dans le développement de sa production, aggravant les impacts environnementaux négatifs de l'exploitation du lithium dans le Salar del Hombre Muerto et portant atteinte aux droits des communautés autochtones locales.

En promouvant de **fausses solutions**,⁴⁰ les BPD finissent par détourner les financements publics limités et le soutien des actions fondées sur des preuves qui

seraient nécessaires pour éviter l'aggravation de la crise climatique et faire progresser les transitions justes, équitables et fondées sur les droits.

NUMÉRISATION

Ces dernières années, les pays donateurs, les BPD et le FMI ont de plus en plus plaidé en faveur du [“développement numérique”](#), qui comprend la numérisation des systèmes d'identification et des paiements de gouvernement à personne (G2P). Les mouvements sociaux et les communautés concernées craignent que la numérisation de l'aide ne facilite le contrôle des services publics par les entreprises technologiques privées, n'exacerbe les inégalités existantes en raison de la fracture numérique, n'entrave la fourniture de biens et de services publics et n'entraîne des menaces pour la paix et la sécurité en raison des problèmes liés aux données et à la vie privée.

La transformation numérique, telle qu'elle est actuellement promue, facilite un contrôle accru des entreprises sur les infrastructures, les services et les processus publics, ainsi que sur les données stockées dans ces systèmes. La poursuite de partenariats avec de grandes entreprises technologiques risque d'entraîner

un verrouillage des fournisseurs ou des technologies, une influence des entreprises sur les politiques et les lois nationales et un contrôle illimité de la saisie, du stockage et de la vente de données par des entités du secteur privé.


Le FMI et la Banque mondiale ont également facilité la mise en place de systèmes d'identification numérique. Toutefois, les systèmes d'identification et de biométrie actuels ont vu le jour dans le contexte de la lutte contre le terrorisme et de la protection de la sécurité nationale, et peuvent être exploités par les gouvernements bénéficiaires pour mettre en place un État de surveillance en l'absence de lois adéquates sur la protection de la vie privée et des droits humains. Comme les systèmes numériques sont construits sur des systèmes existants qui ont été très inégaux et ont relevé de l'exploitation, la transition vers la sphère numérique peut exacerber les problèmes existants de marginalisation, d'inégalité et d'exclusion.⁴¹

ETUDE DE CAS

L'INITIATIVE ID4D AUX PHILIPPINES⁴²

Depuis 2017, la Banque mondiale - dans le cadre de son [initiative Identification for Development \(ID4D\)](#) - fournit une assistance technique à l'Autorité philippine des statistiques pour mettre en place le système d'identification numérique PhilSys. En 2021, elle a approuvé un prêt supplémentaire de 600 millions de dollars américains qui comprend une assistance additionnelle à PhilSys pour couvrir les paiements G2P et améliorer la prestation des services sociaux.

Les défenseur.euse.s des droits humains et les organisations de la société civile ont exprimé de [vives inquiétudes](#) quant au risque de surveillance. Le gouvernement philippin a l'habitude de recourir à la surveillance illégale et de violer la confidentialité des données. Selon les groupes de la société civile, il existe un risque réel que le gouvernement utilise PhilSys pour créer un “système de surveillance complet” et augmenter les attaques et les menaces à l'encontre des activistes et de la société civile afin de faire taire les dissident.e.s.



Manifestation des peuples autochtones Lumad contre le barrage de Kaliwa aux Philippines
Crédit : Maria Tan

RÉPONSE À LA PANDÉMIE ET REPRISE

La réponse des BPD à la pandémie et à la crise économique qui en a résulté peut servir d'exemple pour illustrer certaines des principales critiques formulées à l'encontre des banques de développement.⁴³

Les pays riches ont sous-financé l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et d'autres institutions essentielles des Nations unies au profit des BPD contrôlés par les donateurs.⁴⁴ Depuis des décennies, les réformes politiques du FMI et des BPD ont affaibli les systèmes de santé publique et les filets de sécurité sociale et érodé la capacité des gouvernements à répondre aux urgences en matière de santé publique.⁴⁵

Lorsque la pandémie a frappé, les BPD ont rapidement mobilisé des fonds, mais ont contourné les principales mesures de protection.⁴⁶ Les décisions d'investissement ont été prises sans la participation du public et ont souvent fini par exclure les populations vulnérables, en favorisant les soins de santé d'élite du secteur privé ou en exigeant des paiements qui excluent les personnes vivant dans la pauvreté.⁴⁷ Les

mesures de protection sociale ont été conçues comme des palliatifs temporaires, sapant ainsi les appels en faveur de programmes de santé universels.⁴⁸ Le manque de transparence a favorisé la corruption et les malversations.⁴⁹ En outre, ces financements ont été accordés principalement sous forme de prêts et, dans de nombreux cas, accompagnés de conditionnalités politiques non démocratiques.⁵⁰

Les BPD se positionnent désormais comme la solution de référence non seulement pour la prévention des pandémies et des crises futures, mais aussi pour le redémarrage de l'économie.⁵¹ La réponse à la pandémie et le redressement ont permis d'apporter un soutien et une attention accrues à la protection sociale et au secteur de la santé, même s'il reste à voir si cette tendance s'inscrira dans la durée. Certains gouvernements collaborent avec les BPD pour simplement réorganiser d'anciennes industries extractives et d'autres propositions de développement sale en initiatives de relance.⁵²



Femmes marchant en Sierra Leone
Crédit : Annie Sprat, Unsplash

PRÊTS À DES FINS DE POLITIQUES

Les principales banques multilatérales de développement ont de plus en plus recours aux prêts et aux réformes politiques pour faire avancer leur programme et soutenir leurs priorités d'investissement. Plutôt que des projets spécifiques, les prêts politiques sont des fonds que les BPD donnent aux gouvernements en tant que soutien budgétaire général. Cependant, comme condition préalable au décaissement, le pays emprunteur doit mener à bien une réforme politique spécifique ou un ensemble

d'actions qui ont été convenues avec les BPD (des changements de politique commerciale et fiscale aux privatisations). Parfois, les réformes des BMD sont également coordonnées avec les mesures d'austérité du FMI.⁵³ Malheureusement, ces conditionnalités politiques sont souvent préjudiciables au bien-être économique des pays et ont des effets négatifs sur les droits humains, la pauvreté ou l'inégalité des sexes et des revenus.

 ÉTUDES DE CAS

PRÊTS À DES FINS DE POLITIQUES ET SECTEUR PRIVÉ

Pendant la pandémie de Covid-19 ans, les BPD multilatérales ont utilisé des prêts à des fins de politique pour promouvoir le rôle du secteur privé dans le développement:

- Au [Bénin](#), le soutien de la Banque mondiale a permis au gouvernement d'indemniser une entreprise privée de services publics pour les pertes subies, suite à la suspension d'une augmentation prévue de 5 % du tarif de l'énergie en raison de la pandémie.⁵⁴
- [Les conditions de la BAD en matière de réformes politiques](#) comprennent "les réformes visant à améliorer la collecte des recettes et la gestion des ressources publiques, les réformes visant à créer un climat d'investissement plus favorable aux entreprises, ou celles qui améliorent la gouvernance et les performances des entreprises d'État".⁵⁵

Dans certains cas, la **conditionnalité** de la politique des BPD peut également servir à corriger les erreurs du passé.

- En [Colombie](#), la Banque mondiale a prescrit une mise à jour de la législation relative **aux partenariats public-privé** dans l'infrastructure de transport, qu'elle avait précédemment aidé à rédiger, parce qu'elle était trop préjudiciable aux finances publiques. L'ancienne législation était excessivement biaisée en faveur du secteur privé. Lorsque la pandémie de Covid-19 a eu un impact négatif sur les revenus escomptés du partenaire du secteur privé, elle a injustement fait augmenter les coûts pour le gouvernement.⁵⁶



Travaux de construction du barrage de Hidroituango en Colombie
Crédit : Movimiento Ríos Vivos (MRV)

ACCROISSEMENT DE LA PRIVATISATION ET DE LA FINANCIARISATION

LE SECTEUR PRIVÉ D'ABORD

Ces dernières années, le rôle du secteur privé dans le financement du développement international s'est considérablement accru. Bon nombre des plus puissantes BPD occidentales ont adopté des cadres politiques qui privilégient explicitement le secteur privé et s'efforcent de réduire le rôle de l'État dans

le développement. Dans les pays à faible revenu, les BPD sont souvent les premières à intervenir dans un nouveau secteur, ouvrant la voie à d'autres investisseurs, en particulier ceux du [secteur privé](#). En outre, les BPD qui financent exclusivement le secteur privé jouent aujourd'hui un [rôle plus important](#).⁵⁷

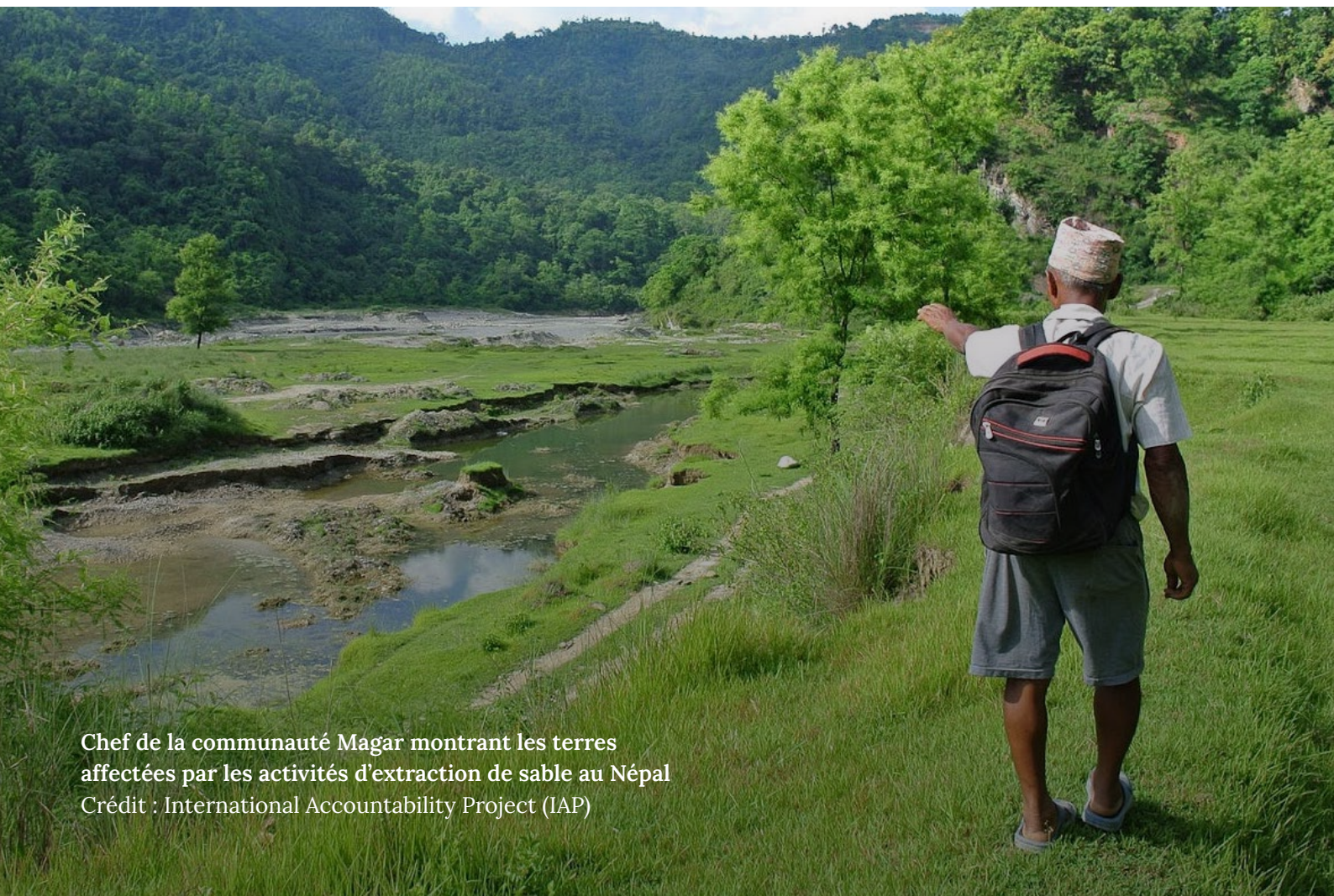
DES MILLIARDS AUX BILLIONS: L'APPROCHE VISANT À MAXIMISER LE FINANCEMENT DU DÉVELOPPEMENT

Ces dernières années, les BMD, le FMI et le G20 se sont tous ralliés à l'idée que "les capitaux privés sont essentiels à la réalisation des ODD". En 2015, la Banque mondiale a inventé l'expression "Billions to Trillions" (des milliards aux billions), qui a évolué pour devenir l'approche "Maximiser le financement du développement".⁵⁸ Selon ce paradigme, le secteur public ne dispose pas des ressources nécessaires pour atteindre les objectifs de développement ; par conséquent, le secteur privé doit être "intégré" pour stimuler le développement.⁵⁹

Le rôle de l'État, moteur du développement et garant des droits humains, est réduit à celui d'un facilitateur ou d'un prestataire de services pour les entreprises. Le rôle des BPD, en conséquence, est de créer des marchés, de générer des projets qui attirent le secteur privé et d'agir comme garants des bénéfices pour les investissements du secteur privé.

Les principales banques de développement se concentrent depuis longtemps sur l'élimination des obstacles à l'investissement privé. L'approche "Billions to Trillions" va toutefois encore plus loin. La banque a élaboré des "principes en cascade" qui visent à mobiliser le financement commercial.⁶⁰

Pour faire avancer cette approche, la Banque mondiale et d'autres grandes BPD ont promu des réformes politiques axées sur la création d'environnements propices à l'activité des acteurs privés. Par exemple, elles publient des études qui identifient les priorités en matière de réforme (comme le Diagnostic du secteur privé de la Banque mondiale), ou elles incluent dans leurs prêts des conditions préalables obligatoires qui créent un environnement favorable aux entreprises (comme décrit dans la section sur les prêts à des fins de politique).⁶¹



Chef de la communauté Magar montrant les terres affectées par les activités d'extraction de sable au Népal
Crédit : International Accountability Project (IAP)

PARTENARIATS PUBLIC-PRIVÉ (PPP)⁶²

De nombreuses BPD promeuvent également de manière agressive les [partenariats public-privé \(PPP\)](#).⁶³ Les **PPP** sont essentiellement des collaborations entre des agences gouvernementales et des entreprises du secteur privé pour financer, construire et exploiter des projets. Les [PPP](#) impliquent souvent des avantages fiscaux pour les entreprises participantes, une protection contre les pertes ou la **responsabilité**, et donnent à des entités à but lucratif des droits de propriété sur des services publics essentiels.

Les banques de développement affirment que les PPP augmenteront les investissements et réduiront les coûts pour l'État. Cependant, ces partenariats

- en particulier dans les secteurs publics clés tels que la [santé](#) et l'éducation - se sont révélés être un échec dans la pratique: Les PPP ont souvent un [coût élevé](#) pour les finances publiques et les citoyen.ne.s, entraînent un niveau de [risque financier excessif](#) et augmentent le niveau de la dette publique.

Les PPP ont également [un impact négatif sur la gouvernance démocratique](#) en faisant intervenir des acteurs privés dans la fourniture de services publics. Ils donnent l'accès à des services tels que la [santé](#), l'éducation et l'eau "selon la capacité des citoyens à payer". Cela transforme et réduit les "[détenteur.rice.s de droits en consommateur.rice.s](#)".⁶⁴

ÉTUDE DE CAS

PRIVATISATION DU SECTEUR DE LA SANTÉ AU KENYA⁶⁵

Au Kenya, les BPD ont poussé le gouvernement à [privatiser de plus en plus](#) le secteur de la santé. La présence croissante d'acteurs privés a entraîné une course au profit qui a eu des répercussions sur les droits humains, en particulier sur l'accès aux soins de santé. Elle a également ralenti les efforts du gouvernement kényan pour parvenir à une couverture sanitaire universelle.

La privatisation du secteur des soins de santé a creusé un fossé entre ceux et celles qui peuvent se permettre des soins de santé coûteux et ceux/celles qui ne le peuvent pas. Au Kenya, les dépenses de santé à la charge des patient.e.s ont augmenté de 53 % par habitant.e entre 2013 et 2018. Cela a donc exacerbé les inégalités existantes et touché des groupes tels que les femmes, les personnes à faibles revenus ou vivant dans les zones rurales, et les personnes handicapées.



LE SAVIEZ-VOUS?

Les BPD qui travaillent avec le secteur privé structurent souvent les investissements par l'intermédiaire de [centres financiers offshore](#). Lorsque les BPD ne s'attaquent pas à l'évasion fiscale ou aux flux financiers illicites, elles privent les États hôtes d'importantes [recettes fiscales](#).⁶⁶



Un habitant se promène près d'une décharge en Ouzbékistan
Crédit : CEE Bankwatch Network (CEEB)

LA FINANCIARISATION

La plupart des BPD - qu'elles soient dirigées par l'Occident, le Sud ou la Chine - considèrent la **financiarisation** comme un moteur essentiel de la croissance économique. Nombre d'entre elles ont encouragé et souvent forcé les pays du Sud à **ouvrir leurs économies** aux investissements internationaux.⁶⁷ Elles ont restructuré des secteurs et des économies entières pour privilégier l'**extraction de profits** par le secteur privé et les investisseurs étrangers - y compris par le biais de **garanties publiques** de profits aux entreprises du secteur privé⁶⁸ - suivies de la

financiarisation de ces investissements par le biais de la **titrisation**.⁶⁹

L'ouverture des économies et la financiarisation ont exposé les populations vulnérables aux effets néfastes de la spéculation sur les marchés internationaux, motivée par des intérêts financiers opportunistes. Dans le même temps, la privatisation a réduit la capacité fiscale des États à atténuer les effets sur leurs populations de la spéculation relative aux matières premières.

QU'EST-CE QUE LA FINANCIARISATION ?

La financiarisation implique une forte expansion du secteur financier - y compris les marchés boursiers, les banques, les sociétés d'investissement, les compagnies d'assurance, etc. - en renforçant sa portée et son pouvoir (par exemple en développant de nouvelles sources de revenus, en atteignant de nouveaux clients et en créant de nouvelles formes d'actifs). Au cours des 50 dernières années, la taille du secteur financier mondial s'est **accrue** et a renforcé

son pouvoir et son influence sur l'économie.⁷⁰ En conséquence, de larges pans de l'économie mondiale ont été **transformés pour répondre aux intérêts financiers**, créant une myriade de nouvelles opportunités d'investissement et de maximisation des profits,⁷¹ plutôt que de se concentrer sur les besoins et les vulnérabilités des personnes et des communautés.

QU'EST-CE QUE LA TITRISATION ?

La titrisation est la conversion de la promesse d'argent dans le futur - comme les paiements d'intérêts attendus et le remboursement d'un prêt - en un "produit financier" (également appelé "titre négociable") qui peut être vendu à d'autres investisseurs.

La plupart des grandes BPD ont toutes participé à la financiarisation en soutenant des PPP dans des secteurs clés, puis en reconditionnant les

flux de revenus de ces PPP en "**titres négociables**" qui peuvent être achetés, vendus et échangés par des investisseurs institutionnels tels que des fonds souverains, des fonds de pension et des fonds d'assurance.⁷² Le recours à la titrisation représente un passage du financement public du développement au financement par les marchés de capitaux privés, et il est susceptible **d'accroître considérablement la volatilité et la vulnérabilité**.⁷³

ÉTUDE DE CAS

COMMENT LA FINANCIARISATION DE L'AGRICULTURE A CONTRIBUÉ À LA FLAMBÉE DES PRIX ALIMENTAIRES EN 2022

L'énorme inflation des prix des denrées alimentaires au cours des deux dernières années est due, au moins en partie, à la **spéculation** sur les marchés financiers.⁷⁴ La Banque mondiale et le FMI **ont contribué** à cette crise car ils ont œuvré à la **financiarisation** du secteur agricole mondial en

soutenant la **privatisation**, les réformes foncières axées sur le marché et la déréglementation financière, ouvrant ainsi les secteurs agricoles nationaux à l'agro-industrie internationale au **détriment** des agriculteurs locaux et locaux, de la souveraineté alimentaire et de l'environnement.⁷⁵

INTERMÉDIAIRES FINANCIERS (IF)

Les BPD acheminent des montants croissants d'investissement - sous forme de prêts, de parts de propriété et de garanties de paiement - par le biais d'"**intermédiaires financiers**" (IF). Ces derniers investissent ensuite l'argent dans d'autres entités ou "sous-projets". Les BPD font valoir que les prêts des IF leur permettent d'affecter des fonds à des coûts d'emprunt inférieurs pour soutenir les petites et moyennes entreprises.

Toutefois, dans la pratique, les IF ont tendance à être des banques commerciales (travaillant avec de grandes entreprises) ou des fonds d'investissement privés (dont le modèle financier consiste à acheter des

entreprises, à facturer des frais de gestion, à réduire les coûts - y compris au détriment des droits des travailleur.euse.s - et à vendre ensuite les entreprises avec un bénéfice). Les IF des BPD sont généralement des institutions financières moins bien notées, dont [les normes et les pratiques en matière de gestion des risques environnementaux et sociaux](#) sont plus faibles, et les BPD elles-mêmes ne prennent souvent pas de mesures supplémentaires pour répondre à ces [risques accrus](#) liés à leurs clients IF.⁷⁶ En conséquence, les protections mises en place par les BPD pour leurs investissements directs ne se répercutent pas sur les sous-projets.



LE SAVIEZ-VOUS?

Soixante pour cent du portefeuille de la SFI est constitué [d'intermédiaires financiers](#), tandis qu'un tiers des engagements de la BERD et de la BEI sont acheminés par l'intermédiaire d'IF.⁷⁷

Les prêts des IF sont risqués pour les populations et la planète en raison du manque d'information sur les sous-projets et les sous-clients dans lesquels les IF ont investi. La divulgation et le suivi se détériorent à mesure que la chaîne d'investissement s'allonge. [Le manque de transparence](#) fait qu'il est plus difficile de demander des comptes aux BPD et aux clients des IF, de s'assurer qu'ils respectent les [normes socio-environnementales](#) des BPD et qu'ils n'investissent pas des fonds publics dans des [projets ou des activités problématiques](#).⁷⁸

Une autre critique des IF est qu'elles contribuent à la complexité croissante du système financier et qu'elles investissent généralement dans un secteur financier plus important à l'échelle mondiale. Leur application dans le contexte du développement accroît la financiarisation du développement, chaque entité intermédiaire tirant des bénéfices avant d'atteindre les bénéficiaires finaux, et exposant les activités de développement à des [risques financiers](#) à court et à moyen terme.⁷⁹



ÉTUDE DE CAS

INVESTISSEMENT DU GROUPE DE LA BANQUE MONDIALE DANS LA HANA BANK (INDONÉSIE)

Sur le papier, le [Groupe de la Banque mondiale](#) affirme qu'il n'a pas financé de nouvelles centrales électriques au charbon depuis 2010.⁸⁰ Mais son client intermédiaire financier, la Hana Bank, a financé le développement des méga-centrales à charbon Java 9 et 10 dans la province de Banten, en Indonésie. La population locale souffrait déjà de la pollution de l'air et de l'eau depuis des décennies et la pêche avait été gravement affectée par le complexe houiller existant.

Mais en 2020, après une décennie d'investissements de la part du secteur privé de la Banque mondiale, la Hana Bank a investi dans PT Indo Raya Tenag, le promoteur des nouvelles centrales à charbon. Sur une période de 30 ans, on estime que les polluants de Java 9 et 10 causeront entre 2 400 et 7 300 [décès prématurés](#)⁸¹ supplémentaires et qu'ils équivaldront aux [émissions annuelles de dioxyde de carbone](#) de l'Espagne.⁸²

GARANTIES ET POLITIQUES DE RESPONSABILITÉ DES BPD: POINTS FORTS ET LIMITES

Sous la pression de la société civile, les principales BPD ont élaboré des règles environnementales et sociales qui s'appliquent à leurs investissements dans des projets. Sur le papier, ces règles ou principes offrent d'importantes protections aux communautés et aux zones naturelles touchées par le financement de projets. En outre, de nombreux BPD ont mis en place des politiques en matière de transparence, de responsabilité et de participation. Ces garanties, leur

application obligatoire dans les activités des BPD, la supervision et le contrôle des BPD pour garantir leur application, et la disponibilité de mécanismes de responsabilité et de réclamation pour les communautés lorsque les garanties ne sont pas respectées sont considérés comme des éléments qui distinguent les BPD des entreprises privées.⁸³ Cette section décrit les forces et les faiblesses des garanties des BPD.



Action des peuples autochtones lors de la COP 23 en Egypte
Crédit : Kiara Worth / UN Climate Change (via Flickr)

POINTS FORTS

PROTECTIONS ENVIRONNEMENTALES ET SOCIALES

Lorsqu'elles sont appliquées avec rigueur, les garanties des BPD et la supervision des spécialistes sociaux et environnementaux des BPD peuvent faire la différence entre la destruction d'un habitat essentiel, la sécurité ou l'instabilité d'un barrage, le détournement d'une route autour de communautés locales ou leur déplacement, le respect des droits des patient.e.s, le respect des syndicats ou le recours au travail des enfants, ou encore

l'inclusion ou l'exclusion des ménages dirigés par des femmes dans un programme d'aide publique. De cette manière, les garanties peuvent avoir pour effet de rehausser les normes environnementales et sociales des projets financés par les BPD et peuvent contribuer à prévenir ou à atténuer certains des pires impacts sociaux et environnementaux.⁸⁴



Un barrage routier communautaire près de la mine de cuivre de Las Bambas au Pérou
Crédit : CooperAcción

TRANSPARENCE ET PARTICIPATION

En principe, les garanties favorisent une plus grande transparence et une meilleure participation. Lorsqu'elles sont respectées, les garanties peuvent permettre aux communautés et aux groupes d'accéder à l'information, de faire part de leurs préoccupations et de faire pression sur les acteurs du développement pour défendre leurs droits. Toutes les grandes organisations multilatérales, par exemple, exigent un certain degré de divulgation et de consultation concernant les incidences environnementales et sociales (pour les investissements directs dans des projets). Les sauvegardes peuvent également servir

de point d'ancrage pour exiger l'accès à l'information sur les activités de développement des gouvernements ou des entreprises. Dans certains contextes où l'espace de la société civile est restreint, les BPD ont été utiles pour soutenir l'engagement de la société civile et créer un espace de participation civique. Par exemple, le processus du cadre de partenariat national de la Banque mondiale a été utilisé par des groupes de la société civile dans la région MENA pour ouvrir un espace aux citoyens, afin qu'ils et elles puissent au moins exprimer leurs préoccupations concernant les plans de développement du gouvernement.

RESPONSABILITÉ

Beaucoup de BPD disposent de mécanismes de responsabilité et de réclamation pour traiter les plaintes lorsque les politiques de sauvegarde ne sont pas respectées. Ces mécanismes sont particulièrement importants, car la plupart des BPD qui travaillent au niveau international ne peuvent pas être poursuivies en justice pour l'impact de leurs projets. Les mécanismes de responsabilité peuvent constituer un processus utile de médiation entre les communautés et les entreprises ou les gouvernements. Ils peuvent être utilisés pour

attirer l'attention nationale/internationale sur les griefs, les propositions nuisibles ou les pratiques injustes d'un gouvernement, d'une entreprise ou d'un secteur industriel. Ils peuvent également contribuer à faire pression sur les entreprises et les gouvernements pour qu'ils réagissent. Dans certains cas, elles peuvent conduire à des améliorations concrètes dans la vie des gens, comme l'[indemnisation](#) de communautés déplacées ou l'annulation d'un projet préjudiciable.⁸⁵

LIMITES

Malheureusement, comme cela est décrit ci-dessous, il subsiste d'importantes limitations dans la portée et la mise en œuvre des garanties environnementales et sociales des BPD, ainsi que des lacunes dans d'autres politiques et pratiques liées à la transparence, à la responsabilité et à la participation.

UNE GRANDE PARTIE DES TRAVAUX DES BPD EST EXCLUE DES MESURES DE SAUVEGARDE

Les sauvegardes des BPD ne couvrent principalement que les prises de participation directes ou les prêts des banques. Les garanties ne s'appliquent pas à une grande partie du portefeuille de travail des BPD, y compris les prêts à des fins de politiques ou l'assistance technique.⁸⁶

FAIBLE MISE EN ŒUVRE DES GARANTIES

La mise en œuvre et l'application des garanties des BPD sont faibles et font souvent cruellement défaut.⁸⁷ Malgré de solides politiques de soutien à la participation sur le papier, les communautés sont souvent incapables d'influencer le processus décisionnel des BPD. Les consultations et la participation deviennent des cases à cocher, sans possibilité de modifier réellement les projets. Le droit au CLPE des populations autochtones n'est souvent pas respecté.



LES NORMES DE PERFORMANCE DU GROUPE DE LA BANQUE MONDIALE NE PROTÈGENT PAS LES DROITS DES TRAVAILLEUR.EUSE.S DE L'HÔTELLERIE DANS L'ENSEMBLE DE SON PORTEFEUILLE

Après un engagement de cinq ans dans le financement de l'industrie hôtelière par le Groupe de la Banque mondiale, l'Union internationale des travailleur.euse.s de l'alimentation, de l'agriculture, de l'hôtellerie-restauration, du tabac et des branches connexes (UITA), la fédération syndicale mondiale du secteur hôtelier, et des groupes alliés ont documenté des manquements à la diligence raisonnable et des violations des mesures de sauvegarde concernant 50 hôtels dans 12 pays recevant un financement de

la banque. Malgré les protections des droits des travailleur.euse.s dans les normes de performance de la SFI, plusieurs dirigeant.e.s syndicales et syndicaux ont été licencié.e.s à titre de représailles, des efforts ont été déployés pour intimider les travailleur.euse.s qui s'organisent, des licenciements massifs de travailleur.euse.s ont eu lieu de manière abrupte et les lieux de travail n'étaient pas sûrs, entre autres violations des garanties et de la législation nationale.⁸⁸

Sur le papier, les grandes BPD ont des politiques de tolérance zéro en matière de représailles.⁸⁹ Mais dans de nombreux pays et contextes, les personnes qui s'expriment sur les projets de développement font l'objet d'attaques. Les BPD ne parviennent pas à mettre en œuvre des processus de diligence raisonnable pour évaluer et prévenir les risques de représailles lorsqu'elles

soutiennent des projets dans de tels contextes, ni à faire face aux représailles lorsqu'elles se produisent. Le manque de mise en œuvre est particulièrement vrai pour les investissements des BPD par le biais d'intermédiaires financiers. Dans ces cas, les sauvegardes et autres politiques environnementales et sociales s'appliquent, mais sont rarement mises en œuvre.

LES RECOURS RESTENT RARES

Lorsque les projets ne respectent pas les mesures de sauvegarde, les communautés obtiennent rarement réparation pour les dommages causés par le projet. Parfois, les BPD quittent des projets dont les mesures de protection ne sont pas respectées, mais cela peut également être préjudiciable.⁹⁰ Les BPD peuvent se retirer de projets sans aucune procédure publique,

supprimant ainsi les garanties de protection qu'elles avaient mises en place en coulisses. Elles ne rendent pas non plus compte de la manière dont leur investissement a fait avancer [un projet préjudiciable](#) qui n'aurait peut-être pas vu le jour sans leur soutien.⁹¹

LACUNES EN MATIÈRE DE RESPONSABILITÉ

De même, les [processus de responsabilisation](#) des BPD sont limités en ce sens qu'ils ne peuvent pas contraindre à l'action ou exiger une réparation et une justice suffisantes, et qu'ils peuvent être assortis d'exigences restrictives en matière d'admissibilité ou être lents à formuler des recommandations.⁹² Il convient de noter que la société civile fait quelques progrès en matière de recours, notamment en ce qui concerne les mécanismes de réclamation, qui ont pour

rôle de recommander des mesures correctives pour les [préjudices causés par](#) la violation des politiques des "banques hôtes",⁹³ et en ce qui concerne les BPD elles-mêmes, de formaliser leur [approche en matière de recours](#).⁹⁴ Toutefois, les progrès des BPD dans ce domaine restent lents.

DE NOMBREUSES BPD RESTENT ASSEZ OPAQUES

Malgré les politiques de transparence et de divulgation, la plupart des BPD sont loin de respecter le droit à l'information des communautés. De nombreuses BPD chinoises empêchent contractuellement les emprunteurs de divulguer des informations.⁹⁵ Si la plupart des BMD multilatérales ont des politiques d'accès à l'information et de divulgation, les exceptions sont omniprésentes et la mise en œuvre des politiques de divulgation peut être très irrégulière. Souvent, les

citoyen.ne.s ne peuvent même pas voir les contrats par lesquels leurs gouvernements s'endettent auprès des banques multilatérales de développement. En outre, [les informations sur les projets](#) sont rarement mises à jour, manquent souvent de détails essentiels, sont trop [techniques](#) et ne sont pas disponibles dans les langues locales.⁹⁶

DILUTION DES GARANTIES

De nombreux clients des BPD et d'autres institutions font pression pour une flexibilisation encore plus grande des normes existantes. En conséquence, ces dernières années, de nombreuses politiques de sauvegarde ont été encore diluées, en se concentrant sur des principes (plutôt que sur des exigences précises et des conséquences en cas de non-respect), en permettant l'approbation de projets par le biais de plans

de gestion environnementale et sociale sans procéder à des évaluations environnementales et sociales rigoureuses, et en confiant aux [pays emprunteurs et aux entreprises](#) (ainsi qu'à leurs propres systèmes) une plus grande responsabilité dans la détermination et la mise en œuvre des sauvegardes.⁹⁷

LES GARANTIES NE REMPLACENT PAS LE DROIT INTERNATIONAL EN MATIÈRE DE DROITS HUMAINS

Étant donné que les BPD appartiennent à des États, elles devraient agir comme détentrices d'obligations au sein du système international des droits humains. Pourtant, de nombreuses grandes BPD multilatérales n'acceptent pas que le [système juridique international des droits humains](#) s'applique à eux.⁹⁸ Elles justifient cela en partie en disant qu'elles ont leurs propres garanties environnementales et sociales. Dans la pratique, cependant, ces garanties ne correspondent pas à une approche du développement fondée sur les droits humains. Elles constituent une réponse commerciale ou économique inadéquate, qui est

ensuite légitimée par l'incroyable pouvoir normatif des BPD.

En outre, lorsque les normes des BPD sont utilisées comme référence, d'autres normes plus solides peuvent être affaiblies. Par exemple, l'OCDE s'est appuyée sur les normes de performance de la SFI comme référence, plutôt que sur les principes directeurs des Nations unies relatifs aux entreprises et aux droits humains, plus robustes, qui incluent également la responsabilité de fournir un recours et qui reflètent mieux le [droit international en matière de droits humains](#).⁹⁹



Manifestation contre la mine de Yanacocha au Pérou
Crédit : Earthrights International (EI)

ÉTABLISSEMENT DE NORMES: L'IMPACT SYSTÉMIQUE DES BPD SUR LES POLITIQUES ET LES PRATIQUES

Les BPD ont un effet significatif sur l'économie mondiale, en particulier sur les économies des pays en développement. Outre les effets plus évidents de leurs investissements directs, les BPD ont également d'importants effets cachés. Comme nous le décrivons ci-dessous, ils jouent notamment un rôle de premier plan dans la définition de normes mondiales en matière

de financement du développement et dans l'élaboration de politiques et de pratiques nationales dans les pays en développement. Les BPD affectent également le secteur privé en signalant les attentes, en fixant des normes et en renforçant les capacités.

IMPACT CACHÉ DES BPD		
NORMES MONDIALES	POLITIQUES NATIONALES	POLITIQUES DU SECTEUR PRIVÉ
Rôle de convocation Agences de crédit à l'exportation de l'OCDE Banques appliquant le principe de l'Équateur Fonds vert pour le climat Normes de performance de la SFI Mécanisme d'apurement de la dette	Personnes et culture gouvernementale Services de conseil Assistance technique Réforme politique	Normes Envoi de signaux Effet de démonstration

Il est important de souligner que les pays historiquement marginalisés ont beaucoup moins de poids au sein du FMI et des BPD. Les espaces intergouvernementaux - tels que l'Assemblée générale des Nations unies, l'Union africaine ou l'Organisation des États américains - sont plus représentatifs : chaque pays dispose d'une voix égale, la société civile dispose d'espaces de participation plus nombreux et un cadre des droits humains est applicable. Ainsi,

lorsque le FMI et les grandes banques multilatérales de développement utilisent leur puissance économique pour agir en tant qu'organismes de normalisation, ils agissent en fait comme des gouvernements fantômes, contournant les organismes intergouvernementaux plus délibératifs qui ont un rôle plus légitime dans l'établissement des normes.

L'ÉTABLISSEMENT DE NORMES AU NIVEAU MONDIAL

Les BPD jouent un rôle important dans l'élaboration de normes mondiales sur une multitude de questions. Outre l'adoption à grande échelle de leurs mesures de sauvegarde, les BPD influencent fréquemment les discussions financières internationales afin de promouvoir un modèle économique néolibéral et des

idées démocratiques libérales, telles que la durabilité environnementale et sociale, la transparence et l'égalité entre les hommes et les femmes.



LE SAVIEZ-VOUS?

La SFI estime que ses [normes de performance](#) environnementale et sociale concernent environ 4 500 milliards de dollars d'investissements.¹⁰⁰ Elles servent de modèle à 32 agences de crédit à l'exportation de l'OCDE, à de nombreuses autres BPD et aux [principes de l'Équateur](#) suivis par plus de 130 institutions financières, dont la plupart des plus grandes banques commerciales du monde.¹⁰¹

Les principes de l'Équateur sont un ensemble de lignes directrices volontaires adoptées par les institutions financières afin de garantir que les grands projets d'infrastructure prennent en compte de manière appropriée leurs impacts potentiels sur l'environnement et les communautés concernées.

Par exemple, dans les discussions du G20, la Banque mondiale et le FMI se sont concentrés sur des approches de la dette basées sur le marché qui profitent largement aux prêteurs privés, plutôt que sur [un mécanisme mondial de restructuration de la dette](#) sous l'égide des Nations unies qui protège les populations contre d'importantes coupes dans les services essentiels.¹⁰² Le FMI et les principales banques multilatérales de développement ont un pouvoir normatif important sur les questions relatives à la dette. Ils sont des créanciers privilégiés, ce qui signifie qu'ils sont payés en premier par rapport aux autres créanciers. Cela leur confère un énorme pouvoir au moment de décider si un pays se retrouve en situation de défaut de paiement, et la responsabilité qui en découle pour mener à bien l'allègement de la dette. En outre, comme les évaluations de la solvabilité et de la viabilité de la

dette réalisées par le FMI et la Banque mondiale sont utilisées par de nombreuses institutions financières, elles peuvent faire ou défaire l'avenir économique d'un pays.

Les BMD traditionnelles jouent également un rôle de rassembleur, en réunissant différentes élites mondiales pour partager des stratégies, des **“produits de connaissance”**, et façonner la théorie, la pratique et la politique. Par exemple, depuis 2020, le [sommet “Finance en commun”](#) est l'un des principaux forums où les BPD se réunissent pour discuter de priorités communes et faire avancer les débats sur les questions clés du développement avec les gouvernements et le secteur privé, mais sans représentation significative des communautés qui sont affectées par les décisions qu'elles prennent.



Manifestation devant le QG de la Banque Mondiale en 2014

Crédit : International Accountability Project (IAP)

FAÇONNEMENT DES POLITIQUES ET DES PRATIQUES NATIONALES

S'il est plus évident que les grandes BMD occidentales influencent les politiques et les pratiques nationales dans les pays du Sud, même les BPD chinoises et les organisations multilatérales du Sud - qui se concentrent davantage sur les prêts de projets - ont un fort impact sur les pratiques dans les domaines où elles opèrent, en particulier en matière d'infrastructures et de commerce. L'influence de ces institutions est

plus ou moins positive ou négative. Toutefois, dans un cas comme dans l'autre, elle peut court-circuiter le débat public et les processus démocratiques habituels, en faussant les lignes normales de responsabilité des gouvernements.

INFLUENCE DES PERSONNES ET FAÇONNEMENT DE LA CULTURE GOUVERNEMENTALE

Dans le passé, les BPD et le FMI ont été critiqués pour avoir imposé un modèle néolibéral aux pays du Sud. Toutefois, aujourd'hui, l'approche privilégiant le secteur privé est tellement hégémonique que les gouvernements et les BPD se renforcent mutuellement, allant même jusqu'à s'échanger des blâmes pour des actions socialement impopulaires. Les technocrates nationaux sont formés dans les mêmes écoles et avec les mêmes approches politiques et économiques que les économistes des BPD. Dans de nombreux pays, il est acquis qu'un bureaucrate souhaitant occuper le poste de ministre des finances aura occupé un poste de haut niveau au sein de la Banque mondiale. Des institutions

comme la Banque mondiale financent la formation et le renforcement des capacités des fonctionnaires et des travailleurs du secteur public, y compris les parlementaires, les enseignants, les juges et les officiers de police. Beaucoup de BPD ont mis en place des règles et des procédures pour promouvoir la bonne gouvernance et prévenir la corruption. Dans le même temps, il existe d'innombrables exemples d'investissements de BPD utilisés pour soutenir des [régimes autocratiques](#) et des projets alimentant la [corruption bureaucratique](#).¹⁰³

SERVICES DE CONSEIL ET D'ASSISTANCE TECHNIQUE

Pour beaucoup de BPD importantes et dirigées par l'Occident, une part substantielle de leur influence provient des conseils et de l'assistance technique qu'elles fournissent à leurs clients. Certaines apportent une assistance technique pour renforcer la capacité des gouvernements nationaux et locaux à planifier le climat ou à renforcer la transparence. Toutefois, une grande partie de l'assistance technique des BPD vise

à façonner des environnements politiques nationaux favorables au secteur privé. La Banque mondiale, par exemple, a utilisé l'assistance technique pour remanier le [code minier national d'Haïti](#), et notamment les dispositions qui restreignent considérablement l'accès à l'information.¹⁰⁴

RÉFORME POLITIQUE

Outre l'utilisation de prêts stratégiques, comme indiqué dans la section "Tendances en matière d'investissement", les grandes BPD ont utilisé leurs [outils d'évaluation](#) (tels que le [rapport Doing Business de la Banque mondiale](#) ou les diagnostics nationaux du secteur privé) pour recommander des réformes favorables aux entreprises, promouvoir

la déréglementation, accroître la participation du secteur privé aux services essentiels tels que la santé et l'éducation, et affaiblir la capacité de l'État à superviser et à faire respecter ses propres lois.¹⁰⁵



LE SAVIEZ-VOUS?

Le [rapport Doing Business de la Banque mondiale](#)¹⁰⁶ a donné lieu à plus de **3 800 changements de politique**, notamment une baisse de l'impôt sur les sociétés, une réduction des pensions des travailleurs.euse.s et un assouplissement des protections environnementales.¹⁰⁷



ÉTUDE DE CAS

L'AFFAIBLISSEMENT DE LA LÉGISLATION DU TRAVAIL ET DE SON APPLICATION EN MOLDAVIE

En réponse aux efforts de la Banque mondiale visant à [affaiblir les inspections du travail](#) dans plusieurs pays d'Europe de l'Est, la Moldavie a décentralisé ses inspections du travail. Elle a confié les inspections de la santé et de la sécurité au travail à des [entités](#) sans expertise en matière de protection des travailleurs.euse.s et a limité les inspections inopinées au motif qu'un nombre élevé d'[inspections](#) engendre des

coûts excessifs.¹⁰⁸ Cette surveillance compromise de la santé et de la sécurité au travail est contraire aux normes de l'Organisation internationale du travail. Les syndicats nationaux se [sont mobilisés et ont réussi](#) à amener l'État à "réformer les réformes" et à redonner à l'inspection nationale du travail la responsabilité de la sécurité et de la santé au travail.¹⁰⁹



LE SAVIEZ-VOUS?

Les BPD affectent les impôts et les revenus des gouvernements nationaux.

- Les réformes politiques impulsées par les BPD - promotion des allègements fiscaux pour les entreprises, création de zones économiques spéciales, PPP et externalisation des biens et services publics - érodent l'assiette fiscale nationale.
- Les BPD poussent également les gouvernements à augmenter ou à introduire de [nouveaux impôts](#) pour les citoyens.ne.s ordinaires, tout en réduisant les impôts pour les riches et les entreprises.¹¹⁰

EFFET DE DÉMONSTRATION

L'application des politiques des BPD peut également avoir un **effet de démonstration** plus large sur le gouvernement et la politique intérieure. Si une agence gouvernementale modifie ses systèmes ou ses structures pour se conformer à des normes plus strictes, ce changement peut se répercuter sur les activités futures au-delà du projet.

De nombreux gouvernements, par exemple, ont intégré les normes de réinstallation de la Banque mondiale dans leur législation nationale. Le [processus du cadre](#)

[de partenariat national](#) (CPF) de la Banque mondiale et de certaines BMD régionales s'est avéré influencer la politique nationale de développement. Chaque CPF doit théoriquement comporter un plan climatique national, ce qui crée un moyen supplémentaire d'influencer la planification climatique nationale. Cependant, les OSC ont constaté que de [nombreux processus de CPF](#) sont très [problématiques](#) et qu'ils n'ont souvent pas [consulté](#) la société civile de manière adéquate.¹¹¹

FAÇONNEMENT DE LA POLITIQUE ET DES PRATIQUES DU SECTEUR PRIVÉ

Les BPD ont un impact considérable sur le comportement des entreprises privées, car ils peuvent les influencer par leurs politiques, la fixation de normes, le renforcement des capacités et l'envoi de signaux.

Les BPD ont joué un rôle majeur dans l'augmentation de l'utilisation et de la qualité de l'évaluation de l'impact environnemental et social au niveau mondial. Beaucoup de BPD utilisent des contrats types, des documents d'appel d'offres et des codes de conduite qui peuvent modifier les pratiques des entreprises (par exemple sur des sujets tels que la violence sexiste ou la garantie de l'accessibilité). Leurs investissements envoient également des signaux forts aux investisseurs dits

socialement responsables, qui peuvent s'appuyer sur les garanties des BPD et sur leurs processus de diligence raisonnable ou de suivi.

L'expérience de l'application réussie de normes ou de pratiques plus strictes peut également avoir un effet de démonstration. Dans les pays où le respect des droits du travail est généralement faible, un projet conforme aux normes de travail des BPD peut encourager d'autres entreprises à s'engager auprès des syndicats et à respecter les droits. Les BPD ne se désengagent pas facilement des entreprises qui ne respectent pas les politiques ou les mesures de sauvegarde, mais le risque peut avoir un puissant effet dissuasif.

ÉTUDE DE CAS

LUTTER CONTRE LA VIOLENCE SEXISTE

Après que des groupes de la société civile se sont plaints de violences sexistes liées à un [projet routier financé par la Banque mondiale en Ouganda](#), la banque a pris plusieurs mesures pour résoudre ce problème. Ces mesures ont une répercussion sur d'autres BPD ainsi que sur les entreprises privées à

l'échelle mondiale.¹¹² En 2020, la Banque mondiale a mis en place un mécanisme permettant de disqualifier les entrepreneurs qui ne respectent pas les obligations liées à la prévention de la violence sexiste.¹¹³

ÉTUDE DE CAS

S'ATTAQUER AUX VIOLATIONS DANS LE SECTEUR DE L'HUILE DE PALME

Après que des groupes de la société civile ont déposé des plaintes auprès de la SFI et de la Banque mondiale concernant des investissements dans l'huile de palme qui entraînaient des accaparements de terres et des violations des droits, le groupe de la Banque mondiale a fini par adopter une politique consistant à n'investir que dans des projets impliquant des entreprises

certifiées conformes aux [principes et critères de la Table ronde pour une huile de palme durable](#).¹¹⁴ L'efficacité de ces normes peut être débattue, mais l'adhésion du groupe de la Banque mondiale à ces normes a eu un impact considérable sur leur adoption dans le secteur de l'huile de palme.

LES COMMUNAUTÉS, LES PAYS ET LA PLANÈTE EN PÂTISSENT

En raison des investissements et de l'établissement de normes par les BPD, ainsi que des limites de leurs garanties, les banques de développement finissent par nuire aux populations et à la planète, et empêchent

les communautés, les pays et les peuples autochtones de poursuivre leurs propres voies et priorités de développement.



Champ de coton
Crédit : Karl Wiggers, Unsplash

ALIMENTATION DES REPRÉSAILLES ET DES VIOLATIONS DES DROITS

Les BPD font partie d'un modèle de développement descendant, qui ne tient pas compte de la diversité des cosmovisions de nombreuses communautés traditionnelles, qui ont leurs propres voies et priorités de développement. Au lieu de démocratiser et de décentraliser la [prise de décision en matière de développement](#) vers ceux et celles qui en subissent le plus les conséquences - et ceux et celles qui devraient être les bénéficiaires du financement du développement - les BPD prennent souvent des décisions dans des salles fermées avec les élites dirigeantes et commerciales.¹¹⁵ Nombre d'entre elles refusent d'accepter que le système des droits humains

s'applique à elles ou que les citoyen.ne.s puissent leur demander des comptes devant les tribunaux nationaux.

L'absence d'une approche participative et communautaire, conjuguée à l'incapacité de mener une diligence raisonnable, exacerbe les déséquilibres de pouvoir existants et alimente [les violations des droits](#), y compris [l'accaparement des terres et des ressources](#).¹¹⁶ Les groupes en situation de vulnérabilité - tels que les femmes, les personnes LGBTIQ+, les peuples autochtones, les personnes handicapées et les enfants, entre autres - tendent à être affectés de manière disproportionnée.

PDBs AND GENDER

Il existe un [fossé entre la rhétorique des banques de développement et leur action](#). Les documents des BPD adoptent de plus en plus une approche sensible au genre et un langage que la société civile recommande. Cependant, les opérations des BPD promeuvent trop souvent des paradigmes de privatisation et d'austérité qui portent atteinte de

manière disproportionnée aux droits des femmes et des personnes LGBTIQ+, par exemple en réduisant leur accès aux services publics ou en promouvant des projets qui les mettent en danger.¹¹⁷ De nombreux projets de développement sont également liés à des niveaux élevés de militarisation, ce qui accroît les risques liés au genre.

Les investissements des BPD peuvent également conférer pouvoir et légitimité à des capitalistes de connivence, à des régimes corrompus et abusifs, ou encore alimenter des conflits ou l'activité de groupes

armés.¹¹⁸ Un afflux de financement ou des pressions manifestes de la part des BPD peuvent également amener un gouvernement à ignorer l'opposition publique ou à réprimer les protestations publiques.¹¹⁹

ÉTUDE DE CAS

DÉVELOPPEMENT CRIMINEL

Au Honduras, à la suite du coup d'État de 2009, les BPD se sont lancées dans de nouveaux investissements malgré l'absence de démocratie, ainsi que les violations des droits et la corruption endémiques. Un processus de diligence raisonnable adéquat aurait montré que les plus grandes banques du Honduras étaient contrôlées par des réseaux familiaux d'élite liés à la corruption et aux violations des droits. Il aurait également montré que de nombreuses sociétés de portefeuille - telles que celles des projets d'énergie renouvelable proposés - étaient liées à des groupes criminels. Pourtant, les BPD ont contourné les politiques de sauvegarde et utilisé ces banques

comme intermédiaires financiers, ce qui a fini par financer la violence et les cartels criminels.¹²⁰ Dans le cas d'Agua Zarca,¹²¹ un projet hydroélectrique financé par de nombreuses BPD, dont FMO, CABEI et la SFI, les dirigeants du barrage ont conspiré avec l'État hondurien, assassinant la dirigeante autochtone et défenseuse de l'environnement Berta Caceres. Pendant des années, FMO et d'autres financiers ont ignoré la protestation collective menée par Berta et son organisation COPINH. Ce n'est qu'après l'assassinat de Berta, à la suite d'une puissante mobilisation collective, que les BPD ont fini par se retirer du projet.¹²²



Berta Caceres et la communauté indigène qui résiste au barrage de Agua Zarca au Honduras
Crédit : Goldman Environmental Prize (GEP)

POLLUTION ET DÉGRADATION DE L'ENVIRONNEMENT

Le modèle de développement extractiviste et axé sur l'exportation proposé par les BPD a un impact négatif sur l'environnement et les ressources naturelles. Par exemple, les BPD contribuent à la déforestation et à la perte de biodiversité en soutenant des projets d'infrastructure de grande envergure avec une empreinte carbone importante, des méga-mines qui détruisent la couverture forestière, des industries qui polluent les systèmes d'eau et des efforts de conservation qui déplacent les gardiens traditionnels des forêts.¹²³

De nombreuses BPD ont une "**dette climatique**". Depuis des générations, elles soutiennent activement des projets ayant un impact négatif sur le climat, en finançant certaines des industries les plus polluantes et des activités les plus destructrices pour le climat.¹²⁴ Bien que de nombreuses BPD prennent des mesures pour réduire leurs investissements directs dans le charbon et d'autres combustibles fossiles, elles continuent d' apporter indirectement un soutien indicible à des activités néfastes pour le climat.¹²⁵

AUGMENTATION DU FARDEAU DE LA DETTE

Beaucoup de BPD plus importantes, en particulier les multilatérales, détiennent un montant massif de la dette des pays. Bien que certaines BPD offrent une aide limitée sous forme de dons, la plupart de leurs financements sont des prêts. Les BPD chinoises fournissent presque exclusivement des financements non concessionnels, avec des périodes de remboursement plus courtes.¹²⁶ Certaines institutions, comme l'Association internationale de développement (IDA) de la Banque mondiale et de nombreuses BPD régionales, proposent des prêts à des conditions préférentielles aux pays à faible revenu, ce qui constitue une source de financement relativement bon marché et avec des [délais de remboursement plus longs](#).¹²⁷ Pour les pays qui ne se situent pas dans la tranche des

revenus les plus bas, la plupart des financements des BPD sont assortis de taux d'intérêt plus élevés.

En outre, la plupart des prêts des BPD sont accordés en dollars américains ou dans d'autres devises fortes, ce qui signifie que si la monnaie d'un pays se dévalue pendant la durée de vie d'un prêt, il devient beaucoup plus coûteux de le rembourser. Cette situation est encore compliquée par le fait que des montants importants de la dette publique contractée auprès des BPD peuvent être considérés comme des créances douteuses, car elles ont été contractées par des gouvernements corrompus et avec un manque de diligence de la part des BPD en ce qui concerne l'impact sur les droits humains.

CONCLUSION

Bien qu'elles soient rarement au centre des débats publics, les banques de développement ont un impact considérable sur nos vies, nos pays et notre planète. Bien que le financement du développement soit généralement considéré comme la solution idéale pour résoudre les problèmes dans le monde, les BPD ont souvent des effets négatifs. En effet, comme le montre cette analyse, le modèle économique et de développement promu par la plupart des BPD – ainsi que les projets, les politiques, les entreprises et les autorités qu'elles soutiennent – contribuent souvent de manière importante à la vulnérabilité et au sous-développement des pays du Sud.

Alors que la plupart des BPD occidentales affirment que leur mission est de mettre fin à la pauvreté et de promouvoir l'inclusion économique, elles reproduisent en pratique un modèle colonial fondé sur l'extraction des ressources et de la main-d'œuvre dans les pays du Sud. Afin de répondre à la demande des élites et des entreprises, les BPD occidentales encouragent des approches telles que la privatisation et la financiarisation, qui ne cessent d'[alimenter](#) les inégalités, la vulnérabilité et les [conflits sociaux](#).¹²⁸

Les missions des BPD chinoises et des pays du Sud, comme la BAI et la NBD sont davantage axées sur l'infrastructure durable. Toutefois, l'approche sous-jacente est également axée sur la connexion avec les [marchés mondiaux](#) et les chaînes d'approvisionnement, plutôt que sur la priorité accordée [aux voies de développement locales](#).¹²⁹

Ce que toutes ces banques de développement ont en commun, c'est qu'elles ne s'attaquent pas aux causes profondes des problèmes qu'elles prétendent résoudre, et qu'au contraire, elles les exacerbent. Cette analyse, basée sur les perspectives de dizaines d'experts de la société civile des pays du Sud, tente de démystifier un récit basé sur des engagements ambitieux énoncés dans les politiques des banques, mais qui ne correspondent pas à la réalité sur le terrain. Ce faisant, nous espérons ouvrir un débat indispensable sur le rôle que jouent les banques de développement dans l'architecture financière mondiale et sur l'importance de tenir collectivement ces institutions pour responsables de leur impact sur les populations et la planète.

REMARQUE SUR LA MÉTHODOLOGIE

Ce rapport n'est pas censé refléter l'analyse ou l'opinion d'une personne, d'une organisation ou d'un réseau. Il s'agit plutôt d'une tentative de refléter l'analyse collective et les diverses perspectives de plusieurs membres et alliés de la Coalition.

Cette première version a été réalisée par Gretchen Gordon (conseillère auprès du secrétariat de la Coalition pour les droits humains dans le développement et ancienne coordinatrice) à partir d'une série d'entretiens avec les personnes suivantes:

Motoko Aizawa (independent) | Nancy Alexander (independent) | Leo Baunauch (formerly ITUC) | Elana Berger (Bank Information Center) | Annie Bird (independent) | Patrick Bond (University of Johannesburg) | Nadia Daar (formerly Oxfam) | Kate DeAngelis (Friends of the Earth) | Amy Ekdawi (Arab Watch Coalition) | Paulina Garzón (Latinoamérica Sustentable) | Kate Geary (Recourse) | Kris Genovese (SAGE Fund) | Rayyan Hassan (NGO Forum on ADB) | Josh Klemm (International Rivers) | Chiara Mariotti (formerly Eurodad) | Jocelyn Medallo (International Accountability Project) | Stefano Prato (Society for International Development) | Rebecca Ray (Boston University) | Rebecca Riddell (former NYU Human Rights and Privatization Project) | María José Romero (Eurodad) | Liane Schalatek (Heinrich Boll Foundation) | Jolie Schwarz (formerly Oxfam) | Lena Semit (Human Rights Watch) | Shereen Talaat (Arab Watch Coalition) | Luiz Vieira (Bretton Woods Project) | Jim Wormington (Human Rights Watch).

Pour solliciter des commentaires, la première version a été traduite en espagnol et en français, et largement partagée avec les personnes interviewées, ainsi qu'avec les membres et les partenaires de la Coalition. D'autres commentaires ont été recueillis lors de quatre ateliers de consultation (une consultation globale en anglais, une en espagnol pour les groupes d'Amérique latine, une en anglais et en français pour les groupes d'Afrique, et une en anglais pour les groupes d'Asie). Au cours de ces consultations, le secrétariat de la Coalition a recueilli des commentaires sur les lacunes et les désaccords, ainsi que sur la façon de concevoir le document pour mieux répondre aux besoins et aux objectifs des organisations participantes. Plusieurs personnes ont également fourni des commentaires écrits, ont participé à la rédaction de sections et d'études de cas, et ont aidé à éditer le document.

La liste des personnes qui ont participé et/ou contribué aux différents ateliers, et/ou contribué par écrit, est la suivante:

Wisdom Adjawlo (Jeunes Volontaires pour l'Environnement, JVE, Ghana) | Fiana Arbab (Oxfam) | Harry Bignel (Oxfam) | Joseph Byomuhangyi (Uganda Consortium on Corporate Accountability, UCCA, Uganda) | Saeed Baloch (Pakistan Fisherfolk Forum) | Sarah Brooks (International Service for Human Rights) | Tala Batangan (Reality of Aid Asia Pacific, Philippines) | Tarita Baldan (Global Health Advocates) | Gustavo Castro (Otros Mundos) | Ladd Connell (Bank Information Center) | David Cruz (Asociación Ambiente y Sociedad, Colombia) | Babacar Diouf (Lumière Synergie pour le Développement, LSD, Senegal) | Christian Donaldson (Oxfam) | Sukhgerel Dugersuren (OT Watch Mongolia) | Gaele Dusepulchre (FIDH, France) | Susan Engel (University of Wollongong) | Cesar Gamboa (Derecho, Ambiente y Recursos Naturales, DAR, Peru) | Kate Geary (Recourse) | Kris Genovese (SAGE Fund) | Leandro Gomez (Fundación Ambiente y Recursos Naturales, Argentina) | Rayyan Hassan (NGO Forum on ADB, Philippines) | Emilia Hermosa (Latinoamérica Sustentable) | Nazer Hossain (ISDE Bangladesh) | Carolina Juaneda (Bank Information Center) | Asim Nawaz Khan (Pakistan) | Malang Kondjira | Arnold Kwesiga (Centre for human rights, University of Pretoria, South Africa) | Collins Liko (ESCR-Net) | Katharine Lu (Friends of the Earth, United States) | Fatoumata Mbodj (LSD, Senegal) | Veronique Mbole (Green Development Advocates, Cameroon) | Hasan Mehedi (CLEAN Bangladesh) | Robi Chacha Mosenda (Accountability Counsel) | Anuradha Munshi (CFA) | John Mwebe (IAP, Uganda) | Spencer Nelson (Global Labor Justice) | Rovik Obani (Freedom from Debt Coalition Philippines) | Linda Oduor-Noah (Oxfam) | Marjorie Pamintuan (Recourse) | Andri Prasetyo (Trend Asia) | Fiza Qureshi (Indus Consortium, Pakistan) | Tanya Lee Roberts-Davis (NGO Forum on ADB) | María José Romero (Eurodad) | Gonzalo Roza (Fundeps) | Feliciano Santos (MODETEAB) | Alejandra Scampini (ESCR-net) | Maia Seeger (Sustentarse, Chile) | Annabella Sibrian (Protection International Mesoamerica) | Lena Simet (Human Rights Watch) | Angela Tritto | Ritu Thapa (Indigenous Women Legal Awareness Group, INWOLAG, Nepal).

BOÎTES À OUTILS ET RESSOURCES SUR LES BPD

LE SYSTÈME D'ALERTE PRÉCOCE (SAP)

Le SAP - qui est ancré dans le International Accountability Project (IAP) - garantit que les communautés locales et les organisations qui les soutiennent disposent d'informations vérifiées sur les projets proposés par les principales institutions de financement du développement, et de stratégies claires de plaidoyer - idéalement avant que le financement ne soit décidé. Il comprend la première base de données dirigée par la société civile qui résume les projets proposés et approuvés par les plus grandes banques de développement, qui a été mise à jour quotidiennement depuis janvier 2016. Pour plus d'informations: <https://ews.rightsindevelopment.org/about>

OUTILS POUR LES ACTIVISTES: GUIDE D'INFORMATION ET DE PLAIDOYER AUPRÈS DU GROUPE DE LA BANQUE MONDIALE (2020),

Bank Information Center (BIC), disponible en ligne à l'adresse suivante <https://bankinformationcenter.org/en-us/update/toolkit-for-activists/>

COMPRENDRE LA BANQUE AFRICAINE DE DÉVELOPPEMENT (2023)

Accountability Counsel, Arab Watch Coalition, Bank Information Center (BIC), Both ENDS, Center for International Environmental Law (CIEL), Coalition pour les droits humains dans le développement, International Accountability Project (IAP), et Lumière Synergie pour le Développement (LSD), disponible en ligne à l'adresse suivante: <https://rightsindevelopment.org/afdb-guide-fr/?lang=fr>

GUIDE COMMUNAUTAIRE DE LA BANQUE ASIATIQUE D'INVESTISSEMENT DANS LES INFRASTRUCTURES (2020)

Inclusive Development International (IDI), disponible en ligne à l'adresse suivante:

<https://www.inclusivedevelopment.net/tools/community-guide-to-the-asian-infrastructure-investment-bank/>

GUIDES DES CITOYEN.NE.S SUR LES INSTITUTIONS FINANCIÈRES INTERNATIONALES

CEE Bankwatch Network, disponible en ligne à l'adresse suivante:

<https://bankwatch.org/get-involved/guides>

GUIDES D'ACTION COMMUNAUTAIRE SUR LA BANQUE ASIATIQUE DE DÉVELOPPEMENT (2020)

International Accountability Project, disponible en ligne à l'adresse suivante:

<https://accountabilityproject.org/work/community-organizing/community-action-guides/>

SAFEGUARDING PEOPLES AND THE ENVIRONMENT IN CHINESE INVESTMENTS (2020)

Inclusive Development International (IDI), disponible en ligne à l'adresse suivante:

https://www.inclusivedevelopment.net/wp-content/uploads/2020/01/2019_idi_china-safeguards-guide-final.pdf

RESSOURCES ET GUIDES SUR LES MÉCANISMES DE RESPONSABILITÉ DES BPD:

Accountability Counsel, disponible en ligne à l'adresse suivante:

<https://www.accountabilitycounsel.org/accountability-resources/guides>



GLOSSAIRE

← Accord de Paris sur le climat

L'Accord de Paris sur le climat est un traité international juridiquement contraignant au sein de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC), entré en vigueur en 2016. Son objectif à long terme est de réduire les effets du changement climatique et il fournit un cadre pour soutenir les pays dans leurs efforts d'action climatique, y compris la mobilisation de la finance climatique.

← Agences d'aide bilatérale

Les agences d'aide bilatérale sont gérées par un seul pays donateur et fournissent une assistance financière aux pays en développement. Les pays donateurs financent leurs propres agences d'aide pour promouvoir le développement économique, la réduction de la pauvreté et le bien-être social dans les pays en développement. Ils fournissent des subventions et une assistance technique.

← Assistance technique

L'assistance technique (dans le contexte du développement) est une forme d'aide visant à fournir aux pays l'expertise nécessaire pour promouvoir le développement. Elle peut consister à envoyer des expert.e.s et des consultant.e.s pour donner des conseils sur des questions spécifiques, à rédiger des rapports et d'autres produits de connaissance, ou à organiser le renforcement des capacités et la formation.

← Banques publiques de développement (BPD)

Les banques publiques de développement (BPD) sont des institutions financières détenues et gérées entièrement ou en partie par un ou plusieurs gouvernements. Elles soutiennent une mission d'intérêt public en canalisant les ressources publiques vers les secteurs public et privé, par le biais de différents véhicules de financement.

← Conditionnalité

La conditionnalité consiste pour les banques de développement à assortir leurs investissements de conditions afin d'influencer les politiques et le comportement des pays bénéficiaires. La conditionnalité est controversée car elle façonne de manière non démocratique les lois, les politiques et les pratiques nationales et viole le droit des pays à l'autodétermination.

← Consentement libre, préalable et éclairé

Le consentement libre, préalable et éclairé (CLPE) est une exigence du droit international qui consiste à obtenir l'autorisation des peuples autochtones avant d'entreprendre toute activité susceptible d'affecter leurs terres ou leurs ressources. Le CLPE est essentiel pour garantir que les peuples autochtones puissent prendre eux-mêmes les décisions qui affectent leur vie.

← Dette climatique

La dette climatique est une dette due par les gros pollueurs à ceux qui subissent le plus le changement climatique, pour les dommages causés par leurs contributions disproportionnées au réchauffement de la planète et au changement climatique par le biais de leurs activités économiques et autres. Elle est souvent utilisée dans le contexte de la dette climatique due par les pays industrialisés aux pays à faible revenu.

← Effet de démonstration

L'effet de démonstration est l'idée que lorsqu'une nouvelle technologie ou pratique est mise en œuvre avec succès dans un endroit, cela peut inciter d'autres personnes à l'adopter dans d'autres endroits.

← Financement mixte

Le financement mixte est un type de financement combinant des capitaux publics et privés pour investir dans des projets. L'objectif du financement mixte est d'ajouter des capitaux privés à des projets dans lesquels le secteur privé n'investirait pas seul.

- ← **Financement du climat**
Le financement du climat fait généralement référence au financement d'activités visant à atténuer les effets du changement climatique ou à s'y adapter. Le financement climatique est lié aux concepts de financement vert, de financement durable et de financement à faible émission de carbone, qui se recoupent.
- ← **Financiarisation**
La financiarisation est le processus par lequel les marchés et les institutions financières en viennent à dominer l'économie. Elle se caractérise par le recours croissant à l'endettement, l'augmentation de la spéculation financière et la concentration des richesses entre les mains de quelques-uns.
- ← **Fonds propres**
Les fonds propres sont un type d'investissement qui donne aux investisseurs une part de la propriété d'une entreprise. Les BPD fournissent des fonds propres aux entreprises des pays en développement que les banques commerciales jugent trop risquées pour leur prêter de l'argent. Les BPD investissent également dans des entreprises qui cherchent à relever des défis sociaux ou environnementaux.
- ← **Garanties**
Les garanties sont des mesures prises pour protéger les personnes et l'environnement des effets négatifs des projets de développement. Les sauvegardes peuvent inclure des exigences en matière d'évaluation de l'impact environnemental, d'évaluation de l'impact social et de programmes de réinstallation.
- ← **Intermédiaires financiers (IF)**
Les intermédiaires financiers (IF) sont des institutions financières (généralement des banques commerciales ou des fonds de capital-investissement) qui reçoivent de l'argent des BPD et le transmettent ensuite à d'autres clients ou projets, de sorte que : les clients des IF deviennent des "sous-clients" des BPD, et les projets financés par les IF deviennent des "sous-projets" des BPD.
- ← **Notation de crédit**
La notation de crédit est une mesure de la probabilité qu'un État ou un autre acteur économique rembourse un prêt. Les agences de notation attribuent des notes sur la base de plusieurs facteurs, notamment la solidité financière de l'entité, sa rentabilité et ses antécédents en matière de remboursement de prêts. Une note de crédit plus élevée indique un risque de défaillance plus faible, et une note de crédit plus faible un risque de défaillance plus élevé.
- ← **Objectifs de développement durable**
Les objectifs de développement durable (ODD) sont 17 objectifs adoptés par les Nations unies en 2015. Ils offrent un cadre mondial pour le développement qui peut aider à guider les gouvernements, les entreprises et les individus dans leurs efforts pour créer un avenir plus durable afin de mettre fin à la pauvreté, de protéger la planète et de garantir la prospérité pour tous.
- ← **Partenariats public-privé (PPP)**
Les partenariats public-privé (PPP) impliquent une collaboration entre les agences gouvernementales et les entreprises du secteur privé pour financer, construire et exploiter des projets.
- ← **Produits de la connaissance**
Les produits de la connaissance sont des documents créés pour partager des informations et des connaissances. Ils peuvent prendre de nombreuses formes, telles que des rapports, des articles, des vidéos et des sites web. Ces produits peuvent contribuer à sensibiliser aux questions importantes, à partager les meilleures pratiques et à renforcer les capacités.
- ← **Responsabilité**
La responsabilité est l'obligation pour les individus et les organisations de répondre de leurs actes. Elle est essentielle à la bonne gouvernance et à l'utilisation efficace des ressources de développement. La responsabilité peut être encouragée par divers mécanismes, tels que la transparence, la participation et le contrôle indépendant.

**← Titrisation**

La titrisation est la conversion de la promesse d'argent dans le futur - comme les paiements d'intérêts attendus et le remboursement d'un prêt - en un "produit financier" (également appelé "titre négociable") qui peut être vendu à d'autres investisseurs. La titrisation consiste souvent à regrouper plusieurs créances différentes et à les vendre en tant que titres. Si la titrisation est considérée comme un outil précieux pour mobiliser des capitaux pour le développement, c'est aussi une pratique financière risquée.